



PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ : ALTERNATIVE À LA RARETÉ DES RESSOURCES





PROMETAL

DEUX USINES AU SERVICE DE LA ZLECAF

PROMETAL 4

- 360 000 tonnes de produits d'acier finis et intermédiaires par an avec une exception ; c'est la seule usine de production de fil machine en Afrique subsaharienne
- 300 emplois stables et décents
- 45 milliards d'investissement
- Une offre de plus 200 produits finis d'acier
- Un volume de production excédentaire permettant de couvrir des besoins au-delà du Cameroun



MADE IN CAMEROON



PROGAZ

PROMETAL GROUPE

- 600 000 bouteilles de gaz domestique/an face à une demande du marché camerounais de 400 000 bouteilles/an
- 5 000 tonnes de structures métalliques en acier/an
- 150 emplois stables et décents
- Plus de 12 milliards d'investissement

PROMETAL 5



Z.I Magzi - Bassa. BP 3061 Douala - Cameroun
Tél : +237 692 56 17 44 - www.prometal-cm.com - info@prometal-cm.com



SOMMAIRE

Éditorial	
PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ	3
PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP	4
Dossier	
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA MAGZI EN VISITE DE TRAVAIL	5
AVEC LES INDUSTRIELS	6
PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ : LE PERSONNEL DE LA MAGZI À L'ÉCOLE	6
MAGZI : WHY NOT RESORT TO PRIVATE FUNDS?	7
PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ :	
ENTRE ENJEUX, DÉFIS, AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS	8
Analyse	
PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ :	
ALTERNATIVE À LA RARETÉ DES RESSOURCES PUBLIQUES	10
PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP (PPP) :	
CHALLENGES AND STAKES FOR MAGZI	12
Performance	
IMPORT-SUBSTITUTION	
ZONES INDUSTRIELLES MAGZI : MOTEUR STRATÉGIQUE	
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE	14
MAGZI : AN INDUSTRIAL POWERHOUSE	
WORTH MORE THAN CFA FRANCS 100 BILLION	15
Industrial Development	
LIMBE, THE TOWN OF THE FUTURE :	
WHY CHOOSE OMBE FOR INDUSTRIAL ACTIVITIES ?	16
Visite de travail	
PREMIÈRE ÉTAPE RÉUSSIE POUR LA TOURNÉE DE LA MAGZI	
À DOUALA	17
Environnement	
NORMES ISO ET ZONES INDUSTRIELLES AU CAMEROUN :	
L'EXPERTISE MAGZI AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	18
Zone Industrielle	
SÉCURITÉ INDUSTRIELLE :	
L'URGENCE D'UNE MISE EN APPLICATION DES NORMES	21
Événement	
FONAS 2025	
MAGZI RENFORCE SON ENGAGEMENT POUR LA SÉCURITÉ	
DES ZONES INDUSTRIELLES LORS DU FONAS 2025	22
Zone Industrielle	
DOUALA : LE DG DE LA MAGZI S'ENGAGE DANS LA LUTTE	
CONTRE L'INSÉCURITÉ	23
News	
MAY 2025	
INTERNATIONAL LABOUR DAY CELEBRATION IN MAGZI	24
Actualité	
LES AMAZONES DE LA MAGZI EN SOUTIEN AUX FEMMES	
DÉPLACÉES INTERNES DU NOSO	25
News	
TRAINING	
MAGZI OFFERS ITS DEVELOPMENT AND MANAGEMENT OF	
INDUSTRIAL ZONES EXPERTISE TO THE KIRI PORT AUTHORITY	26
Actualité	
BERTOUA	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BOISSON DU CAMEROUN SE PROJETTE	
DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE LA MAGZI BONIS	27
Vie de l'entreprise	
LA MAGZI S'A	
ACCUEILLIE COMME 93ÈME MEMBRE AU SEIN DE L'ORGANISATION	
DES ZONES ÉCONOMIQUES AFRICAÎNES (AEZO)	28
Santé	
SANTÉ OCULAIRE EN MILIEU PROFESSIONNEL	31
Bilingualism	
BILINGUALISM ON THE MOVE AT MAGZI LTD	32
Industrial Development	
COUNCILS SIGN PARTNERSHIP WITH MAGZI	34
CVUC ET LA MAGZI : UN PARTENARIAT POUR	
L'INDUSTRIALISATION	35
MAGZI YAOUNDE :	
ENVOY ASSESSES NWRA LAND USE	36
Sport	
DANSE SPORTIVE FITNESS :	
LES AMAZONES SE RENFORCENT TOUT EN S'AMUSANT	37
Nécrologie	
MARCEL EFANGON DIT PASSY POUR L'ÉTERNITÉ	38
Cuisine	
TARO À LA SAUCE JAUNE	39



Depuis l'indépendance, l'État camerounais a pris à bras-le-corps la mission de bâtir une économie nationale forte, en s'appuyant sur un appareil public dense, souvent perçu comme le bras armé de son développement. Cette ambition s'est traduite par la création de nombreuses entreprises publiques dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les transports, l'eau, l'agriculture, les télécommunications ou encore l'exploitation minière. Ces

entreprises, souvent considérées comme des « patrimoines nationaux », ont au fil des années, bénéficié d'un soutien continu sous forme de subventions, de recapitalisations et de garanties publiques.

Mais aujourd'hui, au regard de la conjoncture économique serrée où l'État est obligé de faire prioritairement face à des sollicitations de première nécessité, il est évident de constater que cette approche comporte des limites.

En effet, nombre d'entreprises publiques camerounaises affichent une dépendance chronique à l'État, ceci, en dépit de dizaines d'années d'appui budgétaire massif. Le consommateur, lui, continue de subir des lenteurs, des pannes, des pénuries, de hausses tarifaires et parfois même des ruptures de service. Une vérité s'impose : la subvention, à elle seule, ne garantit ni performance, ni développement. Dans ce contexte, une alternative mérite d'être considérée avec sérieux : le Partenariat Public-Privé (PPP). Ce mécanisme, mis en œuvre au Cameroun à travers le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (Carpa), qui associe l'État et un ou plusieurs acteurs privés dans la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation de projets publics, pourrait bien être une réponse structurelle aux défis de notre économie. Il ne s'agit pas de privatiser à tout-va, mais de partager intelligemment les risques, les responsabilités et les bénéfices d'un projet d'intérêt général.

Le budget de l'État camerounais, bien que conséquent, reste soumis à de fortes pressions à savoir ; les besoins croissants en santé, en éducation, en sécurité, en infrastructures, service de la dette, etc. Le PPP permet donc à l'État de mobiliser des capitaux privés pour des projets structurants sans alourdir son endettement, concentrer ses ressources sur les missions régaliennes et les secteurs sociaux prioritaires, réduire l'empreinte budgétaire des entreprises publiques en les poussant à rechercher des partenaires techniques et financiers compétents.

En somme, le PPP redonne à l'État un rôle de stratège et de régulateur, plutôt que de gestionnaire direct de services souvent mal exploités. En faisant appel au secteur privé dans le cadre d'un PPP, l'État introduit dans le fonctionnement de l'entreprise non seulement une culture de résultat fondée sur des indicateurs de performance mais aussi, une logique contractuelle avec des

obligations de résultats, des mécanismes de contrôle et des sanctions en cas de défaillance ajouté à cela, un transfert de compétences et de savoir-faire, qui élève le niveau d'exigence opérationnelle.

Le PPP devient ainsi une école de rigueur managériale, qui pousse les acteurs publics à sortir de leur zone de confort et à rendre compte.

Le recours aux PPP a ceci d'avantageux qu'il permet d'accélérer la mise en œuvre des projets grâce à l'agilité du privé, de garantir la qualité technique des ouvrages réalisés, de partager les risques financiers et techniques, tout en garantissant un retour sur investissement aux partenaires. Des projets d'envergure comme le port en eau profonde de Kribi, la construction du barrage hydroélectrique de Nachtigal, ou les différentes centrales hydroélectriques aménagées à travers le pays, auraient difficilement vu le jour sans un montage PPP structuré.

La subvention systématique tue l'innovation, réduit l'autonomie des gestionnaires et favorise la passivité. À l'inverse, un montage PPP comme observé ailleurs oblige par contre l'entreprise publique à plus de responsabilité l'amenant à préparer un business plan solide et à prouver sa viabilité économique, à s'ouvrir à la concurrence, dans le respect d'un cahier des charges socialement responsable et à gagner la confiance des investisseurs, tout en démontrant sa capacité à atteindre des objectifs clairs. C'est un changement de posture essentiel vers lequel la Magzi s'est engagée en vue de contribuer véritablement à la croissance économique.

Des garde-fous sont néanmoins nécessaires car, mal conçu ou mal exécuté, le PPP peut générer des coûts cachés, des déséquilibres contractuels et une perte de contrôle public. L'expérience internationale montre que les pays qui réussissent leurs PPP sont ceux qui investissent d'abord dans la transparence, la compétence et la bonne gouvernance. L'État gagnerait à devenir un facilitateur de valeur, en s'alliant avec des acteurs privés compétents pour bâtir des entreprises performantes, durables et utiles à la nation. Oui, le temps est venu de faire confiance à l'intelligence du partenariat. Le développement n'est pas un combat solitaire, il est une co-construction, et le modèle PPP en est l'un des instruments les plus prometteurs.

Christol Georges MANON,
Directeur Général

Direction Générale
B.P 1431 Yaoundé
Tél : 00 237 243 620 726
00 237 242 77 24 43

Antenne Bassa
Tel, Fax : 00 237 2333780

Bureau de Ngaoundéré
Tel, Fax : 00 237 222 251 001

Antenne Bonabéri
Tel, Fax : 00 237 233 394 085

Antenne Bamenda
B.P : 378 Bamenda
Tel. : 00 237 233 363 310

Bureau de Garoua
Tel. : 00 237 242 701 385

Bureau de Ombé
Tel. : 00 237 233 336 47

Équipe de rédaction



EQUIPE DE RÉDACTION

Directeur de Publication

Christol Georges MANON, DG

Président du conseil Editorial

Christophe MABIOM AKOBORD, DGA

Conseiller technique N°2

Gérard EDOUL MBESSE

Directeur des Affaires Administratives, Financières et Comptable

TOME MAKOLO NANGOLO EWUSI

Directeur Technique et du Développement Durable

Simon Frédéric EPONGO

Directeur Commercial & Marketing

Mathieu Désiré AMBASSA

Directeur des affaires juridiques

Mme ÉDIMO Monique

Chef de Division de l'Audit Interne

Joseph BESSALA

Chef de Division du Contrôle et Gestion par intérim

MENDA Carole

Chef d'Antenne de Bassa

Roméo MONGO

Rédacteur en Chef

Abdon Pascal KEDE KEDE, Celcom

Comité de rédaction

Serge KEHBUMA

Pèlerine EMAMBO

Richard MEKONGO ONDOUA

Fride MGBA

OBOUNOU MBARGA Stéphane

Isaac NANG

AMATE Gwendoline

EBÈNE NGANGUÉ Charles

Conception de la maquette

Chef de la Communication

Montage

Jules ESSONO

Chef d'Édition

CEA-1/Celcom

Impression

Alam et Fils

Ce numéro a été tiré à 2000 exemplaires et distribué au Cameroun et à l'étranger.

Since independence, the State has taken on the task of building a strong national economy, relying on a dense public sector, often seen as the driving force of its development. This ambition has led to the creation of numerous public companies in strategic sectors such as energy, transport, water, agriculture, telecommunications and mining. These companies, often regarded as 'national

assets', have benefited over the years from ongoing support in the form of subsidies, recapitalisations and public guarantees. But in today's tight economic climate, where the State is obliged to give priority to meeting essential needs, it is clear that this approach has its limits. Many of Cameroon's public companies are chronically dependent on the State, despite decades of massive budget support. Consumers, for their part, continue to suffer slowness, breakdowns, shortages, price increases and sometimes even service disruptions. The truth is that subsidies alone guarantee neither performance nor development. In this context, there is an alternative that deserves serious consideration: the Public-Private Partnership (PPP). This mechanism, implemented in Cameroon through the 'Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (Carpa)', which brings together the State and one or more private partners in the designing, financing, implementation and operation of public projects, could well be a structural response to the challenges facing our economy. The idea is not to privatise at will, but to intelligently share the risks, responsibilities and benefits of a project in the public interest.

The State's budget, although substantial, is still under considerable pressure, with growing needs in health, education, security, infrastructure, debt servicing and so on. PPPs therefore enable the State to raise private capital for structuring projects without increasing its indebtedness concentrate its resources on state missions and priority social sectors reduce the budgetary overload of public companies by encouraging them to seek out competent technical and financial partners.

In short, PPPs redefine the State's role as overseer and regulator, rather than direct manager of services that are often poorly used.

By calling on the private sector within the framework of a PPP, the State introduces into the management of the company not only a culture of results based on performance indicators, but also a contractual objective with obligations to achieve results, control mechanisms and sanctions in the event of failure. Added to this is a transfer of skills and know-



how, which raises the level of operational requirements.

In this way, the PPP becomes a school of managerial rigour, pushing public partners out of their comfort zone and into accountability.

The advantage of PPPs is that they speed up the implementation of projects due to profit-driven orientation of the private sector, guarantee the technical quality of the works carried out and share the financial and technical risks, while guaranteeing a return on investment for the partners. Large-scale projects such as the deep-sea port of Kribi, the construction of the Nachtigal hydroelectric dam, or the various hydroelectric power stations being built across the country, would hardly have been a reality without a structured PPP arrangement.

Systematic subsidies kill innovation, reduce managerial autonomy and encourage passivity. On the other hand, a PPP arrangement such as that seen elsewhere compels public companies to take greater responsibility, to prepare a solid business plan and prove its economic viability, to open up to competition in compliance with socially responsible specifications and attract investors, while demonstrating its ability to achieve clear objectives. This is an essential change of stance to which MAGZI is committed if it is to make a real contribution to economic growth.

However, safeguards are necessary because, if badly designed or executed, PPPs can generate hidden costs, contractual imbalances and a loss of public control.

International experience shows that the countries that succeed with PPPs are those that first invest in transparency, competence and good governance. The State would do well to become a facilitator of value, partnering with competent private sectors to build high-performance, sustainable businesses that are useful to the nation. Yes, the time has come to believe in partnership. Development is not a solitary struggle, it is a co-construction, and the PPP model is one of the most promising instruments.

Christol Georges MANON,
Director General

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA MAGZI EN VISITE DE TRAVAIL AVEC LES INDUSTRIELS



Le DG de la MAGZI en visite de travail dans les zones de Bassa et Bonabéri

Les échanges organisés à Douala début décembre 2025 ont permis de prendre des mesures pour faire des zones industrielles de Bassa et de Bonabéri de véritables pôles économiques.

Du 02 au 06 décembre dernier, le Directeur Général de la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI), a effectué une visite de travail dans les installations de Bassa (150 ha) et Bonabéri (192 ha). L'objectif était de prendre le pouls des activités menées dans ces espaces et d'avoir la bonne information des conditions de terrain, afin de prendre des décisions « éclairées » pour l'amélioration des activités. « La zone industrielle n'est pas seulement l'affaire de la MAGZI. Elle est la vitrine de l'économie et la qualité des entreprises et des hommes, donne une idée de l'ampleur des investissements », a indiqué Christol Georges Manon, le DG de la MAGZI.

À chaque étape, la délégation de la MAGZI a recensé les problèmes rencontrés

par ses partenaires. Il s'agit notamment des voies d'accès, l'éclairage public, la sécurité, la pollution, la sécurité incendie, l'alimentation en énergie électrique et la redevance locative. Dans son discours, le DG de la MAGZI a indiqué qu'avec un budget d'à peine quatre milliards de FCFA, il n'est pas évident de résoudre tous les problèmes d'un seul coup. Ce d'autant plus que l'entreprise réclame trois milliards de FCFA d'arriérés au titre des charges locatives. Il s'est tout de même félicité de ce qu'une route de 5 km en pavés a été aménagée dans la zone industrielle de Bonabéri, pour améliorer la circulation.

D'après le Directeur Technique de la MAGZI, Simon EPONGO, les projets de réhabilitation des réseaux viaires, d'assainissement et d'éclairage

public des deux zones industrielles sont disponibles et les coûts d'exécution s'estiment à 4,11 et 6,18 milliards de FCFA respectivement.

À la MAGZI, l'on est d'avis que seule une synergie d'actions pourrait permettre de rendre les zones industrielles de la capitale économique plus attractives et compétitives. D'où l'invite lancée par Christol Georges MANON à l'Association des entreprises des zones industrielles MAGZI S.A de Douala (EZIMAD) pour un nouveau contrat fondé sur le Partenariat public-privé, basé sur une collaboration pour un meilleur visage des zones industrielles.

Simon Epongo,
Directeur Technique et de
Développement Durable

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ : LE PERSONNEL DE LA MAGZI À L'ÉCOLE



Le DG, de la MAGZI signe une convention de partenariat avec le CARPA

Ils étaient une trentaine à être édifiés, entre autres, sur le montage des projets.

C lap de fin vendredi 21 février dernier sur la formation des personnels de la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI). Dès le 19 février 2025, une trentaine de cadres et responsables de cette dernière structure, devenue à la faveur du décret du 24 avril 2019, une société à capital public, étaient à l'école de la structuration juridique technique et financière des projets.

Ce personnel de la Magzi, impliqué dans le développement des projets, a été édifié par des experts du Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA), dans le cadre d'un atelier de formation. Dans son nouveau cahier de charges, la Magzi, aménageur institutionnel, est désormais appelée à se prendre en charge en trouvant des ressources financières autonomes. Aussi, l'entreprise a-t-elle élaboré un programme d'investissement, prévoyant no-

tamment le développement des zones industrielles et des zones économiques. À cette fin, l'entreprise a identifié les partenariats Public-Privé (PPP) comme technique innovante de réalisation de ce programme d'investissement. C'est dans cette optique qu'elle a sollicité le Carpa, organisme expert du gouvernement en matière de PPP, afin de renforcer les capacités de son personnel technique en charge de l'exécution dudit programme.

Selon Christol Georges MANON, Directeur Général de la MAGZI, cette initiative vise à renforcer les capacités du personnel compte tenu de ses nouvelles prérogatives. Durant trois jours meublés d'exposés et de cas pratiques, les experts du Carpa ont présenté le cadrage du concept de PPP ainsi que les caractéristiques et la typologie desdits contrats concernant le volet juridique. Un accent a été mis sur la structuration technique avec par exemple l'élaboration

des indicateurs de performances, la détermination de la portée et de la durée du contrat PPP ainsi que le contenu type d'une étude de faisabilité d'un projet à réaliser. Quant à la structuration financière, les sources de financement et le gap de viabilité ont été abordés.

Pour consolider leur collaboration, le DG de la Magzi, Christol Georges MANON, et le président du Carpa, Dieudonné BONDOMA YOKONO, ont signé une convention ayant pour but de fixer le cadre de coopération entre leurs deux structures ainsi que les conditions et modalités d'actions que les deux parties mèneront en collaboration pour atteindre leurs objectifs communs.

KEDE KEDE Abdon Pascal,
Chef de la Cellule de la
Communication et des Relations
Publiques

MAGZI : WHY NOT RESORT TO PRIVATE FUNDS?



Awarding of certificates to MAGZI Staff after their training seminar with CARPA

A memorandum of understanding signed and a training seminar held in Yaoundé from 19 to 21 February brought the two public institutions together, with the aim of finding new resources.

The challenge is a stimulating one. This year, the industrial sector is expected to contribute around 4.9% to gross domestic product (GDP) growth, according to the report contained in the 2025 public debt and debt management strategy document. This plan is part of Cameroon's national programme for the development of industrial zones, as well as the performance, profitability and efficiency objectives assigned to the Industrial Zones Development and Management Authority (MAGZI Ltd.). MAGZI intends to extend its skills to Public-Private Partnerships (PPP) in order to achieve this objective. This is one of the reasons behind the partnership agreement signed on 20 February in Yaoundé between MAGZI and the Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA).

Christol Georges MANON, the Director General of MAGZI, sees this partnership as an additional contribution to improving the services offered to economic

operators in the form of leasing: developed land, partially developed land, undeveloped land and industrial buildings. The cooperation agreement, signed for a period of four years, will enable the two government bodies to pool their efforts in developing mechanisms for implementing industrial development projects, and in structuring, contracting, monitoring and executing them under Public-Private Partnership contracts. There are also plans to promote best practice in the creation, development and management of industrial zones.

Above all, Dieudonné BONDOMA YOKONO, President of Carpa, has agreed to provide required expertise to the creation and renewal of public infrastructure and facilities, and to improve on the quality of projects to be carried out under PPPs, in compliance with Cameroon's legal framework.

MAGZI's advantage is that PPPs give public bodies the opportunity to launch major projects without necessarily having significant

borrowing capacity, by resorting to private financing. Public bodies also benefit from the innovations and effective know-how of private sector operators, in addition to their experience in management, quality control and compliance with costs and deadlines.

MAGZI intends to draw on these partnerships to improve its land holdings, which cover a total area of 1,265 hectares and counting eight industrial zones in seven of Cameroon's ten regions. Practical elements were tested at a capacity-building workshop for MAGZI staff on setting up projects under public-private partnership contracts and the various schemes in force.

From 19 to 21 February, these MAGZI staff were equipped by their Carpa counterparts with tips on how to use various types of technical partners and the financial market to develop industrial zones, in line with international standards.

Communication Unit

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ : ENTRE ENJEUX, DÉFIS, AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS

L'actualité s'est focalisée au Cameroun sur les Partenariats Public-Privé (PPP) suite à l'évolution du cadre juridique et institutionnel du programme des projets en PPP. Cet écrit participe de l'éclairage sur la notion du PPP à travers ses définitions, ses préalables, ses avantages et surtout ses défis qu'ils présentent pour un pays comme le Cameroun.

Apparu au Royaume-Uni en 1992, le Public Private Partnership ou Partenariat Public-Privé est un mode de financement dans lequel un organisme public fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer des infrastructures ou équipements (hôpitaux, routes, infrastructures ferroviaires, télécommunications, équipements sportifs et éducatifs, équipements hydroélectriques, ouvrages d'assainissement, installations de traitement des déchets, etc.). C'est un contrat à moyen ou long terme par lequel on associe une entreprise privée à la conception, la réalisation et à l'exploitation de projets de l'administration publique par le partage des responsabilités, des risques et des bénéfices. Ce partenariat engage l'expertise, la créativité et l'innovation du secteur privé tout en impliquant l'Etat, le secteur privé et le citoyen, consommateur des outputs (produits ou services issus du partenariat). L'objectif primordial des PPP est d'obtenir les meilleurs avantages sociaux et économiques grâce à une vive concurrence entre des regroupements d'entreprises privées formés de constructeurs, d'exploitants, de financiers, d'ingénieurs et de diverses parties prenantes nationales et internationales. S'inspirant du Conseil Canadien pour le Partenariat Public-Privé, il se dégage (04) principaux modèles de PPP.

Modèle « conception-construction-entretien-exploitation-financement » CCEEF

Dans ce modèle, le secteur privé assure la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien et le financement d'infrastructures publiques sur une entente pouvant durer entre 25 à 30 ans selon l'envergure du projet. Dans ce modèle de partenariat, le secteur privé peut aussi sous-traiter

avec d'autres partenaires privés au terme d'un processus d'appel d'offres.

Le modèle « conception-construction »

Ici le partenaire privé est chargé de la conception et de la construction des infrastructures publiques (routes, ponts, hôpitaux, péages, ...) sur une période moyenne de 2 à 5 ans et est habituellement rémunéré à la fin de l'exécution des travaux. Ce modèle de partenariat traditionnel comporte souvent des garanties de performance d'une durée minimum de 10 ans.

Le modèle « conception-construction-financement »

Le partenaire privé est ici responsable du financement, de la conception et de la réalisation d'un actif (infrastructure) tout en respectant les critères de performance (qualité-coût-délai) préalablement définis par le partenaire public. Dans ce modèle, le partenaire privé est retenu au terme d'un processus d'appel d'offres et n'assume aucun risque d'exploitation et d'entretien de l'infrastructure réalisée.

Le modèle de « gestion déléguée de l'exploitation et de l'entretien »

Le secteur privé assume dans cette formule, la gestion, l'exploitation et l'entretien d'un équipement ou un service public sur la base d'un contrat à moyen et long terme (5 à 10 ans). Le partenaire privé est ici rémunéré en fonction de l'atteinte des objectifs de performance prédéfinis par le partenaire public. En fonction de la réalité du Cameroun où les besoins sont divers et énormes, les modèles de partenariats ci-dessus peuvent être développés en ayant à l'esprit la qualité et le coût du produit ou service issu du PPP. Autrement, les PPP doivent être non seulement rentables sans perdre de vue son essence même qu'est le service

public.

Cependant, il faut souligner que le recours aux PPP ne doit pas être systématique ou automatique, il doit requérir certaines conditions minimales préalables.

Préalables au recours aux modèles PPP

Afin de rencontrer les grands principes, un projet en PPP doit être « d'envergure suffisante » au regard de la complexité du processus. Pour le cas du Cameroun, il est souhaitable de ne retenir que les mégaprojets. Le recours systématique aux PPP pour tout projet sans tenir compte de son envergure peut occasionner une confusion de genres et porter atteinte à la rentabilité, à la viabilité et à la durabilité des projets réalisés en PPP.

Aussi, faut-il que les projets retenus pour être exécutés en mode PPP puissent comporter des avantages avérés et soutenus au plan social et économique pour l'ensemble des populations.

En outre, l'ensemble des projets à mettre sous PPP doit être mis en concurrence ouverte et transparente pour que le contrat soit le plus avantageux possible pour l'organisme public et les citoyens (consommateurs des produits ou services des projets en PPP).

Enfin, tous les projets en PPP doivent représenter durablement une plus-value pour le gouvernement au triple plan économique, financier et de la qualité des produits ou services sur toute la durée du contrat. Tenir compte de ces préalables est une condition incontournable pour une performance des PPP au Cameroun. Au stade actuel de la situation socioéconomique du Cameroun, on peut sans doute affirmer que les PPP, tout en réduisant l'endettement, présentent un avantage comparatif au plan social, économique et financier.

Avantages des PPP

En effet, dans le contexte actuel où le gouvernement fait face à de nombreuses contraintes budgétaires, le recours au mode de financement PPP peut être une alternative pour tirer profit de la technologie, de la créativité et de l'innovation des partenaires privés afin de proposer des services publics de qualité aux populations grâce à une meilleure efficacité opérationnelle.

Le mode PPP est une forme d'encouragements du secteur privé à livrer des projets dans les coûts, les délais et la qualité requise et en partant, développer les capacités du secteur privé local par l'intermédiaire d'une gestion conjointe et intégrée avec les entreprises mondiales et multinationales par le biais de la sous-traitance.

Les PPP peuvent aussi permettre au pays de diversifier son économie grâce à la compétitivité du secteur privé au niveau de la simplification de la base des infrastructures et combler les capacités limitées du secteur public à répondre à la demande sans cesse croissante en infrastructures et équipements socioéconomiques, éducatifs et culturels, tout en dégagant un rapport qualité-prix à long terme grâce au transfert de risques vers le secteur privé. D'où le rôle du Carpa, expert technique du gouvernement en matière de PPP.

Le fait également de regrouper les activités (de conception, de réalisation, d'entretien et d'exploitation d'un projet) dans un seul contrat permet de développer une approche intégrée et favorise les économies d'échelle dans la réalisation des projets.

Enfin, la vive concurrence entre les opérateurs-fournisseurs nationaux, régionaux et internationaux a une incidence importante sur la réduction des coûts et la qualité des services fournis aux consommateurs. Ceci par le simple fait que dans l'approche PPP les risques sont partagés, voire transférés au partenaire à même de mieux les prendre en charge (qui est très souvent le privé). Cependant, les avantages des PPP ne doivent pas voiler ses limites intrinsèques.

Quelques limites des PPP

Le mode PPP n'est pas une panacée pour se sortir de toutes les situations de marasme socio-économique. Mal maîtrisés, les PPP peuvent instaurer



Photo de famille de la fin de la cérémonie

rapidement un lien de dépendance du maître d'ouvrage (secteur public) face à une concurrence très fermée entre quelques entreprises multinationales et mondiales. Le partenaire public du fait de sa faiblesse en termes de capacités techniques et technologiques peut perdre le contrôle de la gestion d'un équipement réalisé en mode PPP. Il peut également constater la suprématie des seules grandes entreprises capables de répondre aux appels d'offres portant sur les contrats globaux par rapport aux entreprises locales (PME) qui pourront être réduites à la portion congrue de sous-traitance. En conséquence, pour réussir le virage vers le mode PPP, plusieurs défis se présentent à l'Etat.

Les principaux défis aux PPP

Dans certains cas spécifiques, les défis pour la réussite des PPP vont résider d'abord dans la capacité des partenaires privés locaux à concevoir des mégaprojets qui respectent les principes et les normes scientifiques et techniques en la matière. Et aussi, les capacités du partenaire public (gouvernement) à maîtriser le processus de sélection des projets à mettre sous mode PPP.

L'approche actuelle de « montage » de projets utilisée ne cadre pas avec les grandes exigences techniques des PPP et cela pourrait constituer un plomb dans l'aile de la performance des projets exécutés en mode PPP.

En outre, les défis de la négociation, bien qu'apparaissant faciles, se présentent comme un gros défi. Le

processus de négociation est assez complexe dans le cas des PPP. Pour faire face à cette complexité, l'Etat doit se doter de ressources (techniques et humaines) afin de gagner le pari non seulement de la sélection des projets, mais de la négociation avec les partenaires privés.

Les principes directeurs de négociation d'un contrat dans les PPP pour l'administration publique doivent répondre à la triple exigence de la qualité des services, de la viabilité et la durabilité des produits et services du PPP.

La réussite des négociations des contrats va nécessiter de la part du gouvernement la mise en place d'une équipe interdisciplinaire hautement rompue aux questions de PPP et capable de mettre en exergue les éléments complexes du processus PPP afin d'en tirer un profit optimal, notamment pour la population.

En somme, bien que les PPP fassent l'objet de critiques et de remises en cause de nos jours, ils demeurent une alternative pour les administrations publiques de tirer de meilleurs dividendes du partenariat. A condition qu'elles suivent scrupuleusement les grands principes des PPP.

Richard MEKONGO ONDOUA,
Chef de Cellule de Développement
Durable

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ : ALTERNATIVE À LA RARETÉ DES RESSOURCES PUBLIQUES

Du 21 au 22 janvier 2025, deux projets portés par le Cameroun ont été présentés par le ministère en charge de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) comme étant susceptibles d'être réalisés en mode Partenariat public-privé (PPP).



Cérémonie de lancement de la formation du personnel de la MAGZI au montage de projets PPP

Il s'agit du projet de revalorisation économique et touristique du lac municipal de Yaoundé et du projet d'aménagement de la zone économique mixte de Ngoumou, chef-lieu du département de la Mefou-et-Akono dans la région du Centre. Ces deux cas à eux seuls illustrent à suffisance la tendance de plus en plus poussée des pouvoirs publics à opter pour le modèle PPP dans le cadre de la réalisation des infrastructures, plutôt que de (toujours) recourir aux subventions. La tendance est davantage confortée par la Caisse autonome d'amortissement (CAA) qui, dans sa note de conjoncture mensuelle de la dette publique, publiée le 19 juillet 2024, a estimé que les investissements en partenariats public-privé (PPP) au Cameroun ont atteint 4895,1 milliards de F.CFA au 30 juin 2024. Selon le gestionnaire de la dette publique du Cameroun, cette enveloppe représente «environ 16,2%» du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Le recours au modèle PPP s'inscrit dans la volonté du gouvernement d'améliorer la qualité de ses investissements et de rationaliser le fonctionnement des services publics. De

l'avis du Dr. Jean Cédric Kouam, directeur des programmes par intérim et directeur adjoint des affaires économiques à la Fondation Denis et Lenora Foretia, « les PPP sont un excellent moyen pour stimuler le secteur privé national, lequel dispose d'un savoir-faire et d'une forte capacité d'innover. Ils offrent à l'État, la possibilité de mobiliser les ressources nécessaires et suffisantes pour financer ses projets de développement sans avoir recours à l'endettement ou à une fiscalité oppressive. Les PPP sont tributaires d'une parfaite amélioration du climat des affaires, lequel peut stimuler la performance des entreprises locales ». À condition que la réalisation des projets PPP résulte d'une bonne planification, d'une analyse minutieuse par les acteurs compétents d'un processus fluide, objectif et transparent.

Dans son ouvrage intitulé : « Partenariats public-privé au Cameroun : État des lieux et esquisse des perspectives de modernisation des infrastructures nationales et transnationales », le président du Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariats (CARPA), Dieudonné Bondoma Yokono, indique d'ailleurs que

cette démarche s'intègre dans un cadre juridique et institutionnel exempt de tout goulot d'étranglement, assurant une parfaite lisibilité et une bonne prévisibilité à tout investisseur privé. D'après le CARPA, 20 contrats de partenariat ont été signés entre 2009 et décembre 2017, pour une enveloppe globale de 621,59 milliards de F.CFA. Sur les 20 contrats signés, 17 l'ont été par des administrations publiques et des établissements publics, et trois par les collectivités territoriales décentralisées (CTD).

Dans les faits, le recours aux PPP est motivé par le souci de réaliser les objectifs de la Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND-30) du Cameroun. Le PPP permet de diversifier les sources de financement et d'attirer des investissements privés, pour réaliser des projets d'infrastructures ambitieux, à même de porter et/ou soutenir la croissance économique à long terme. Les investissements en PPP contribuent in fine à la modernisation des infrastructures, à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de vie et de bien-être des populations camerounaises.

L'un des avantages des PPP est la capacité à mobiliser des ressources financières privées pour des projets publics, toute chose qui contribue à réduire la pression sur les finances publiques. C'est une voie royale pour un pays comme le Cameroun qui doit combler ses énormes besoins en infrastructures, avec des ressources publiques limitées. Le choix du recours au secteur privé est, entre autres, motivé par le désir d'engager des projets d'envergure comme les voies ferrées, les routes, les ports, etc. Cas pratiques : le financement du projet de construction de la voie ferrée reliant le Cameroun au Congo s'élève à 5400 milliards de F.CFA. La réalisation comprend notamment la construction du terminal minéralier du port de Kribi pour 202,4 milliards de F.CFA et la liaison ferroviaire Mbalam-port de Kribi pour 2001 milliards de F.CFA par la partie camerounaise. Le reste, soit 3196,6 milliards de F.CFA sera financé par le privé, soit une bouffée d'oxygène pour l'Etat. D'autres faits d'armes sont mis en œuvre en ce moment : le projet Conception,

construction, financement, et exploitation de la centrale électrique au gaz naturel de Kribi par Kribi Power Development Corporation (KPDC), le projet de concession des chemins de fer du Cameroun (exploitation des services de transport de marchandises et de voyageurs, ainsi que le renouvellement, l'entretien et la maintenance de l'infrastructure ferroviaire) par Camrail, le projet de conception, construction, exploitation et la maintenance du marché Congo à Douala par Neo Industry S.A. (Neo Congo Mall), la régie

déléguée du transport urbain de Garoua par Touristique Express S.A.

De l'autre côté, l'expertise et l'innovation du secteur privé sont mises à contribution dans les PPP. Hormis les capitaux, le privé apporte aussi des compétences en gestion de projets, en ingénierie et en technologie. De quoi améliorer l'efficacité et la qualité des infrastructures. Le projet de construction de la voie ferrée reliant le Cameroun au Congo par exemple intègre des technologies avancées et des pratiques de gestion modernes,

à travers la collaboration avec des partenaires privés internationaux.

En outre, il y a le partage des risques entre les partenaires publics et privés, qu'ils soient liés aux coûts, aux délais et aux performances. L'entrée en scène du secteur privé permet de réduire la charge qui pèse sur le secteur public. Le volet emploi n'est pas en reste. Il y a en ligne de mire la création des emplois et la formation de la main-d'œuvre locale. Les entreprises privées impliquées dans les PPP disposent des programmes de formation pour améliorer les compétences des travailleurs camerounais, ce qui renforce le capital humain du pays via le transfert des compétences.

Gérard EDOUL,
CT2

Les investissements en partenariats public-privé (PPP) au Cameroun ont atteint 4895,1 milliards de F.CFA au 30 juin 2024. Selon le gestionnaire de la dette publique du Cameroun, cette enveloppe représente «environ 16,2%» du produit intérieur brut (PIB) du pays.

PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP (PPP) : CHALLENGES AND STAKES FOR MAGZI

For several years now, the public-private partnership (PPP) model has provided an innovative response to the challenge of financing and developing strategic infrastructure. In Cameroon, as in many other countries, the use of PPPs is part of a desire to combine private expertise and public management for a better implementation of large-scale projects.



The public-private partnership (PPP) model : Analysis meeting

As for MAGZI, the State body responsible for the development and management of industrial zones, the adoption of this form of cooperation represents an opportunity for transformation and financial autonomy in an environment where legal and institutional credibility are crucial.

A structured legal and institutional framework

Since 2006, Cameroon has had a specific legal framework for public-private partnership contracts. Laws such as Law No.2006/012 setting out the general scheme for partnerships and Law No. 2008/009, together with complementary decrees and orders, define all the stages from project identification to post-construction monitoring including the evaluation, selection and

execution phases. These legislative instruments ensure that projects are implemented in a controlled, transparent and sustainable manner, while guaranteeing a balanced distribution of risks between the public and private sectors.

Sharing Risks and Expertise

One of the pillars of PPPs is the pooling of skills and the sharing of risks. While the private sector provides its technical know-how, project management experience and capacity for innovation, the public sector contributes its institutional backing and its ability to define development policies tailored to local needs.

This mechanism encourages long-term investment, enabling efficient use of infrastructure with a view to sustainable development.

Methodical and secured processes

The establishment of PPPs is generally based on a rigorous process that includes:

- The feasibility study, the first stage in assessing the technical and financial viability of the project,
- Competitive tendering, where specialised committees select the private partner, best able to meet quality and performance requirements,
- Contractualisation, during which the terms and conditions of profit and risk sharing are clearly defined,
- Post-operational monitoring, necessary to measure performance and ensure that contractual commitments are met over the long term. This methodical process is strengthened in Cameroon by the involvement of the Conseil d'Appui à la Réalisation des

Contrats de Partenariat (CARPA), an institution whose expertise is invaluable in supporting, validating, executing and securing projects.

Success stories from Africa

Egypt

This country has taken advantage of PPPs to modernise its airport infrastructure. For example, with the support of international partners and institutions such as the International Finance Corporation (IFC), the country is speeding up the modernisation of eleven airports. The success of this model is based on a mature legal framework capable of attracting foreign investment and guaranteeing a balanced distribution of risks between the public and private partners.

Morocco

The strategy adopted combines tax incentives, a set of laws dedicated to PPPs and a commitment to structural reforms. All of this has enabled the development of a wide range of infrastructure projects, from the construction of airports and high-speed lines (TGV) to innovative partnerships in the telecommunications sector a sector in which a historic agreement between Maroc Telecom and Inwi symbolises this synergy between public strategy and private dynamism

Ghana

The country has set up a public investment division that centralises the assessment and monitoring of PPP projects. Thanks to this structured approach, the country has succeeded in introducing rigorous management of financial and operational risks, which is helping to boost investor confidence and guarantee the long-term viability of infrastructure projects.

South Africa

South Africa is another striking example where the legal system, rooted in common law, and clear sectoral policies have enabled numerous projects to be carried out in the areas of roads, hospitals and public service facilities. Clear processes and institutional stability have been key factors in the success of PPPs in this country.

Nigeria

In neighbouring Nigeria, strong institutional reforms notably via the Infrastructure Concession Regulatory Commission have enabled the introduction of rigorous post-contract monitoring. This strengthening of institutional capacities is essential to ensure a balanced distribution of risks and to establish a climate of confidence, thereby facilitating the financing and execution of large-scale infrastructure projects.

Stakes and Challenges for MAGZI

Structural Transformation and Financial Autonomy
MAGZI, historically responsible for the development of industrial zones, has undertaken its transformation into a public limited company, following the decree of 24 April 2019. This change implies a new strategic direction: moving from a predominantly state funding model to a dynamic of self-financing through PPPs. To achieve this, MAGZI needs to rethink its business model, strengthen internal governance and implement a strategy aimed at attracting competent and responsible private investment.

Technical and Legal Capacity-Building

In view of these new responsibilities, MAGZI has been organising training sessions for its management staff since February 2025. These workshops, led by CARPA experts, provided an in-depth look at the legal, technical and financial structuring of PPP projects. This skills-building is crucial to ensure that

the institution cannot only design viable projects, but also, dialogue effectively with its private partners, anticipate any obstacles and adapt its investment programmes to market requirements.

Risk management and guaranteeing the viability of projects

One of MAGZI's main challenges is the distribution of risks between private investors and the community. This must be carefully defined in the contract and based on an in-depth analysis of each project. The success of a PPP depends on the ability to allocate risks in a balanced way so as not to penalise any partner. For MAGZI, this means putting in place rigorous monitoring and evaluation mechanisms, and establishing transparent governance to prevent potential conflicts and guarantee the sustainability of investments.

Public-private partnerships represent a major innovation in carrying out large-scale projects, particularly for institutions such as MAGZI, which are seeking to revitalise their business model against a backdrop of increasing budgetary constraints. By relying on a solid legal framework, a judicious division of responsibilities and a constant reinforcement of technical and administrative skills, MAGZI is looking forward to transforming Cameroon's industrial zones into real centres of economic development. The successful integration of PPPs could thus encourage the emergence of new industrial dynamics and make a significant contribution to the growth and diversification of the national economy.

**By Roméo B. MONGO,
Branch Manager MAGZI Bassa**

IMPORT-SUBSTITUTION
**ZONES INDUSTRIELLES MAGZI : MOTEUR STRATÉGIQUE
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE**

Les zones industrielles de la MAGZI s'affirment comme des piliers de l'économie nationale, s'inscrivant pleinement dans la politique d'import-substitution adoptée par le gouvernement de la République comme modèle de développement axé sur la primauté de la production locale. Cette politique vise à réduire les importations par une production locale compétitive, en renforçant les chaînes de valeur internes, notamment dans l'agroalimentaire, la métallurgie, la chimie et les matériaux de construction.



Central Foods : Zone industrielle de Ngaoundéré

En 2024, ces zones comptent environ **424 entreprises actives sur 528 lots industriels** qui ont généré un **chiffre d'affaires de 6 695,8 milliards FCFA** et une **production globale de 6 985,3 milliards FCFA**, représentant **16,2 % de la production nationale**, contre 15,8 % en 2023. La **valeur ajoutée** est estimée à **1 492,4 milliards FCFA**, contribuant à **0,5 point** de croissance du PIB national. Cette performance reste freinée par des coûts de production encore élevés, liés notamment à la dépendance aux intrants importés, aux chaînes d'approvisionnement longues et aux infrastructures parfois obsolètes. L'analyse sectorielle révèle que les **industries agroalimentaires** (transformation du cacao, du café, de l'huile de palme, des céréales), la **chimie (cosmétiques, plasturgie, engrais)**, la **métallurgie-lourde** (acier, aluminium, transformation de fer), ainsi que les **matériaux de construction** (ciment, briques, peinture industrielle) sont les principaux moteurs économiques dans les zones industrielles Magzi. Ces filières, ciblées par la stratégie d'import-substitution, représentent à elles seules **plus de 68 % de la production globale** des entreprises installées. En termes d'emploi, les zones MAGZI mobilisent **17 832 employés** en 2024, pour une **masse salariale totale de 22,5 milliards FCFA**, ce qui représente **6,2 % de la main-d'œuvre formelle nationale**. Les travailleurs sont majoritairement jeunes (âge moyen : 35 ans), ce qui confirme le rôle structurant de ces pôles industriels dans l'insertion professionnelle. La **contribution fiscale** des entreprises de ces zones est également significative : **822,7 milliards FCFA** en 2024, soit environ **25,3 % des recettes fiscales internes** et **13 % du budget de l'État**. Depuis 2014, cette contribution n'a cessé de croître, reflet de la vitalité du secteur et des réformes visant à élargir l'assiette fiscale dans l'industrie. Les **exportations** réalisées par les entreprises des zones MAGZI sont estimées à **95,4 milliards FCFA** en 2024, tandis que les **importations** atteignent **249,3 milliards FCFA**, portant

le déficit commercial à **-153,9 milliards FCFA**. Ces importations concernent majoritairement des biens intermédiaires destinés à la production. Si le déficit persiste, les premières retombées de la stratégie d'import-substitution se font sentir, notamment par le recul progressif des importations de certains produits finis. Sur le plan environnemental, **56,2 % des entreprises** disposent d'installations de protection, dont **46,8 %** pour la gestion des déchets et **33 %** pour la préservation des ressources en eau. Cependant, **73,5 % des ménages** voisins dénoncent des nuisances liées aux activités industrielles (pollution de l'air, des eaux, bruit). Paradoxalement, **45,3 % des ménages** reconnaissent que ces zones améliorent leurs conditions économiques, et **16,5 %** affirment avoir observé des actions sociales au profit des communautés locales.

En 2025, les perspectives sont favorables, avec une production attendue de plus de **7 320 milliards FCFA**, une valeur ajoutée au-delà de **1 600 milliards FCFA**, et un emploi en croissance modérée. Les autorités ambitionnent de consolider ces résultats en modernisant les infrastructures, en améliorant l'accès aux matières premières locales et en renforçant l'attractivité des zones industrielles pour les investissements privés, notamment dans les secteurs stratégiques. Les zones industrielles Magzi apparaissent ainsi comme un maillon essentiel du développement industriel du Cameroun, au cœur de la transformation économique nationale. Dans un contexte mondial incertain, leur rôle dans la mise en œuvre de l'import-substitution devient plus crucial que jamais.

OBOUNOU MBARGA Constant Stephane,
CEA/Cellule des Statistiques

MAGZI : AN INDUSTRIAL POWERHOUSE WORTH MORE THAN CFA FRANCS 100 BILLION

This projected amount for 2025 reflects its growing weight in Cameroon's gross domestic production.



The industrial ecosystem around the MAGZI zones

Yaounde, 22 April 2025 in the midst of Cameroon's structural transformation, the Industrial Zones Development and Management Authority (MAGZI) is strengthening its role as a pillar in the country's industrialisation strategy. According to projections for 2025, MAGZI's socio-economic contribution is rising sharply, with added value estimated at more than CFA francs 102 billion, reflecting its growing weight in gross domestic production. The output generated by businesses located in MAGZI industrial zones is estimated at more than CFA francs 7.16 billion in 2025, up from CFA francs 6.6 billion in 2023. This performance is based on the resilience of the industrial fabric, efforts to acquire land, and the National Programme for the Development of Industrial Zones currently being drawn up. MAGZI is currently hosting 424 companies, operating in processing, logistics, construction and public works, agri-business and services. These structures directly employ more than 18,700 people. The total wage exceeds CFA francs 22 billion.

The industrial ecosystem around the MAGZI zones generates tax revenue estimated at more than CFA francs 816 billion in 2025, via VAT, corporate taxes, social security contributions and customs duties. This constitutes a major resource for the State budget, strengthening its ability to finance pu-

blic policies. In terms of trade, the companies established in the MAGZI industrial zones are helping to improve the balance of trade: exports are up by nearly CFA francs 95 million, while imports are contained at around CFA francs 231 million, thanks to the emergence of local production sectors. MAGZI's consolidated contribution is a perfect illustration of the vision set out in the National Development Strategy 2020-2030 (SND30): strengthening the industrial fabric, supporting employment, promoting 'Made in Cameroon' and modernising economic infrastructure. With the technical support of international partners, MAGZI is pursuing its goal of making Cameroon a competitive, sustainable and inclusive regional industrial hub.

OBOUNOU MBARGA Constant Stephane,
Assistant Research Officer/Studies and Statistical
Surveys Unit

LIMBE, THE TOWN OF THE FUTURE : WHY CHOOSE OMBE FOR INDUSTRIAL ACTIVITIES ?

Limbe, The Town of the Future: Why choose Ombe for Industrial Activities ?

Nestled in the heart of Amba Bay, where the majestic Mount Cameroon dives into the Atlantic Ocean, Limbe, known as the 'city of friendship and opportunity', is much more than just a coastal town. The capital of the Fako Division in Cameroon's South-West region, Limbe is a historic town, founded more than 160 years ago by the British missionary Alfred Saker.

Named Victoria in 1858, it now bears the name Limbe, following a presidential decree in 1982 making the change official.

With its 549 km² and 45 km of coastline, Limbe is strategically bounded to the north by Buea, to the west by Batoke, to the east by the Mboko creek and to the south by the Atlantic Ocean. Its exceptional geographical location, coupled with explosive population growth of around 200,000 inhabitants due to

the rural exodus and its ideal position despite the on-going crisis, makes it a real economic crossroads.

The city has well constructed road network that facilitates land and sea transport, ensuring fluid logistics for goods and human flows. The Ombe industrial zone, at the entrance of Limbe, is part of this dynamic environment. Covering an area of 133 km², this zone is already home to 26 companies and is preparing to host major projects, including the construction of a deep-water port, the rehabilitation of the Sonara refinery and the imminent construction of a training school for the Rapid Intervention Battalion, directly opposite the industrial zone, which will act as a deterrent to delinquents as soon as it becomes operational.

But that is not all. Limbe can also benefit from its proximity with key countries: Nigeria, Gabon and Equatorial Guinea, linked by sea. This location offers privileged access to a vast and rapidly expanding regional market, opening up

exceptional business prospects. The Ombe industrial zone in Limbe represents a unique opportunity for national and foreign companies seeking to penetrate the Cameroonian and African markets. Investing here means taking advantage of a fast-changing environment, modern infrastructure and a growing local workforce.

Limbe is set to become a major hub for trade and industry in Cameroon and Central Africa.

Mrs. Anita Wacka Epse Mofoke, Branch Manager of the Ombe Industrial Zone, invites investors home and abroad to request for land in this zone, where the future is bright. Ombe is waiting to welcome you and ready to write the next chapter of its economic growth.

**Anita WACKA,
Branch Manager Ombe**



Ombe Industrial zone

PREMIÈRE ÉTAPE RÉUSSIE POUR LA TOURNÉE DE LA MAGZI À DOUALA : UN DIALOGUE PROMETTEUR AVEC LES INDUSTRIELS POUR DYNAMISER LES ZONES INDUSTRIELLES



Cérémonie de concertation entre le DG de la MAGZI et les industriels installés en Zone industrielle MAGZI-Douala

Du 2 au 7 décembre 2024, le Directeur Général de la Mission d'aménagement et de gestion des zones industrielles (MAGZI), accompagné de son staff technique, a lancé la première phase de sa tournée à Douala, capitale économique du Cameroun. Cette visite, qui s'est concentrée sur les deux principales zones industrielles de la MAGZI et avait pour objectif principal d'établir un dialogue direct et constructif avec les industriels implantés sur place.

Durant cinq jours intenses, le Directeur Général et son équipe ont rencontré de nombreux chefs d'entreprises, prenant le temps d'écouter leurs préoccupations, leurs défis quotidiens, et surtout leurs aspirations pour un environnement industriel plus performant et plus moderne. Ces échanges, riches et ouverts, ont permis de dégager ensemble des pistes de solutions concrètes pour améliorer la vie et le travail en zone industrielle.

Mais la démarche de la MAGZI ne s'est pas arrêtée là. Dans un souci stratégique, la mission a également rencontré les autorités administratives locales, cherchant à tisser des liens solides et fructueux. L'objectif était de préparer l'acquisition de nouveaux espaces dans la région pour étendre et moderniser les zones industrielles, au bénéfice de tous les acteurs économiques.

La semaine s'est conclue par une rencontre collective au Krystal Palace à Akwa, où les industriels ont répondu présents à l'invitation du Directeur Général. Ce dernier s'est adressé à eux avec franchise, rappelant que la MAGZI, malgré ses moyens modestes, ne peut à elle seule standardiser ces zones industrielles. Il a lancé un vibrant appel à la mutualisation des efforts, soulignant que seule une collaboration étroite entre tous les acteurs permettra de franchir un nouveau cap.

Fort de cette première étape riche en expériences et en enseignements, la MAGZI se prépare désormais à entamer la seconde phase de sa tournée dans la partie septentrionale du pays. L'espoir est grand de retrouver cet accueil chaleureux, cet engagement sincère et cette volonté commune de faire des zones industrielles MAGZI du Cameroun des pôles modernes, efficaces et attractifs.

Pèlerine EMAMBO,
CEA1/Celcom

NORMES ISO ET ZONES INDUSTRIELLES AU CAMEROUN: L'EXPERTISE MAGZI AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'industrialisation camerounaise face aux défis contemporains

Dans un Cameroun en pleine transformation économique, les zones industrielles représentent un pilier essentiel du développement national. Pourtant, entre les coupures d'électricité récurrentes, la gestion problématique des déchets et la pression croissante des marchés internationaux, le secteur industriel camerounais fait face à des obstacles majeurs qui freinent son expansion. C'est dans ce contexte que la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI) redéfinit son approche, plaçant les normes ISO au centre de sa stratégie pour dynamiser les zones industrielles du pays.

Les zones industrielles : des écosystèmes aux risques partagés

Les zones industrielles camerounaises constituent des microsociétés où chaque entreprise, bien qu'indépendante, partage un destin commun avec ses voisins. Un incident dans une usine peut rapidement compromettre l'activité de toute une zone. Ces espaces, regroupant des activités diverses, allant de la chimie à la logistique, concentrent des risques variés qui nécessitent une gestion collective et harmonisée.

Chaque zone industrielle est un organisme vivant où la santé d'une entreprise affecte l'ensemble du corps, explique un responsable QHSE de la MAGZI. C'est pourquoi nous avons besoin d'un langage commun pour assurer une croissance saine et durable.

Les normes ISO : un cadre universel adapté aux réalités locales

Les standards internationaux comme ISO 9001 (qualité), ISO 14001 (environnement), ISO 45001 (santé-sécurité) et ISO 50001 (énergie) offrent justement ce langage universel.

Plus qu'une simple série de certifications, ces normes constituent un écosystème cohérent qui permet aux entreprises camerounaises de : Réduire les risques systémiques en partageant des protocoles de sécurité et environnementaux ; Optimiser les ressources grâce à des audits conjoints et formations mutualisées ; Renforcer leur attractivité auprès des investisseurs internationaux et des clients exigeants.

Le contexte camerounais : des chiffres qui parlent d'eux-mêmes

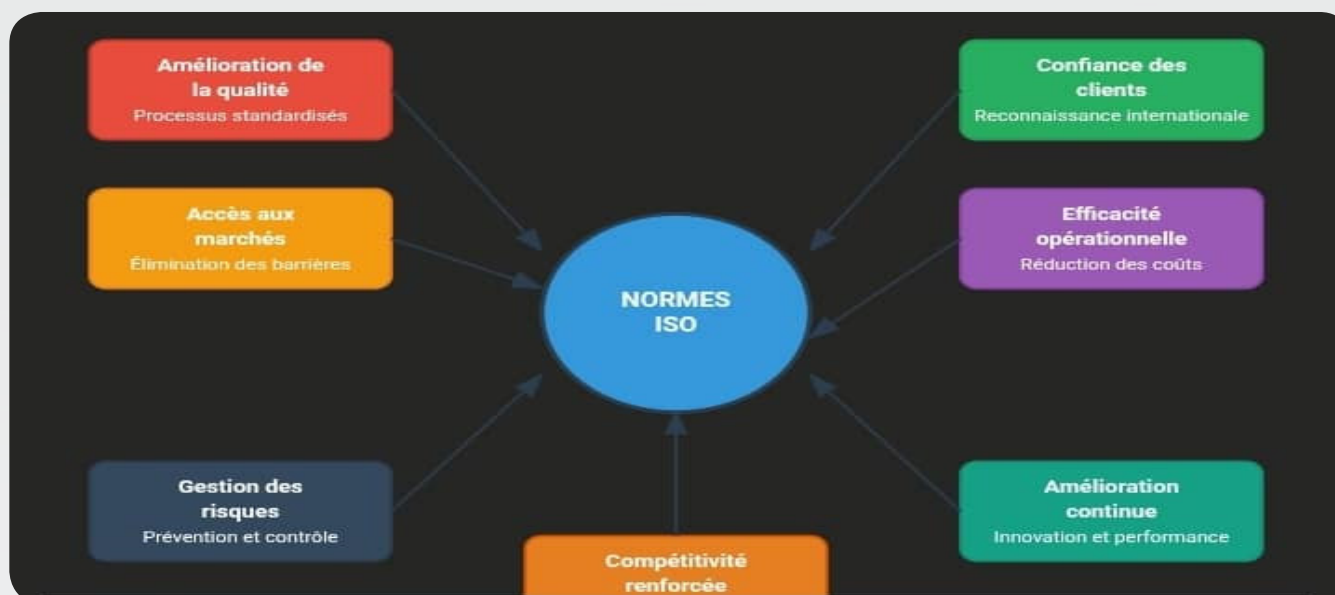
Le secteur industriel camerounais, représentant moins de 20% du PIB national selon les données de la Banque Mondiale (2023), recèle un potentiel de croissance considérable. Cependant, les entreprises font face à des obstacles de taille : 45% des industries subissent des coupures d'électricité quotidiennes (GICAM, 2022) et Seulement 12% des déchets industriels sont recyclés (MINEPDED). Par ailleurs 30% des exportations manufacturières sont refusées pour non-conformité aux standards internationaux (MINCOMMERCE). C'est particulièrement frappant dans les zones de Douala-Bonabéri et Yaoundé-Sud, où la certification ISO s'avère être non pas un luxe, mais une nécessité vitale pour la survie économique.

MAGZI : transformer les défis en opportunités

Face à ces défis, la MAGZI a développé une approche pragmatique qui transforme ces obstacles en leviers de performance : Focus sur l'ISO 9001 : le passeport pour l'exportation. Pour les entreprises camerounaises visant les marchés de la CEMAC ou de l'Union Européenne, la certification ISO 9001



Image normes ISO



Avantages du respect des Normes ISO

représente un véritable passeport économique. Les chiffres sont éloquentes : 50% de réduction des rejets aux douanes pour les entreprises certifiées ; 20% d'économies sur les matières premières grâce à des processus optimisés.

Les résultats : au-delà des chiffres, une transformation profonde

L'impact de cette démarche normative dépasse largement le cadre administratif. Les entreprises ayant adopté ces standards avec l'accompagnement de la MAGZI ont constaté une augmentation moyenne de 35% de leur productivité, des économies cumulées de 1,2 milliard de FCFA par an pour l'ensemble des zones industrielles partenaires et une réduction significative des incidents environnementaux et accidents du travail.

Vers un modèle industriel camerounais durable

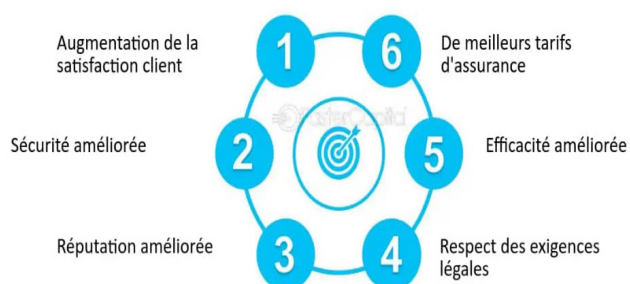
Les normes ISO ne sont pas un luxe réservé aux multinationales : elles représentent un accélérateur de compétitivité accessible à toutes les entreprises camerounaises déterminées. En transformant les zones industrielles en écosystèmes collaboratifs, la MAGZI démontre que qualité, sécurité et durabilité sont parfaitement compatibles avec la croissance économique. Alors que le Cameroun ambitionne de devenir un hub industriel majeur en Afrique centrale, l'adoption généralisée de ces normes internationales offre une voie prometteuse pour un développement industriel harmonieux et durable.

MAGZI : acteur clé de cette transition normative

Dans le domaine, le rôle de la MAGZI est d'accompagner les entreprises locales dans l'appropriation de ces normes. Il ne suffit pas de se contenter de vérifier des cases, mais de construire un héritage. Imaginez une zone industrielle où la MAGZI impulse des ateliers interentreprises sur l'analyse des risques, ou facilite l'obtention de certifications via des audits préventifs. Cette démarche positionnera la MAGZI non seulement comme garant de la conformité, mais aussi comme catalyseur d'une intelligence collective.

MANON NANG Isaac,
Ingénieur des Travaux QHSE

Avantages du respect des normes de l'industrie du stockage



PROFAB : BÂTIR UN AVENIR EN ACIER

PROFAB est une solution révolutionnaire à la problématique de construction et d'érection des abris divers dans le paysage économique industriel du Cameroun.

En effet, grâce à une ingénierie de conception tenue par des experts qualifiés, et une fabrication issue de méthodes et techniques éprouvées (TIG/MIG), PROFAB répond à tous les besoins liés aux abris.

PROFAB, avec une exception unique en Afrique, notamment sa capacité à produire des structures de type PEB (Pre Engineered Buildings) de très grandes envergures et jusqu'ici importées, apporte une réelle valeur ajoutée dans l'industrie locale et africaine :

Sur les produits

- Un meilleur rapport qualité - prix
- Une mise en avant de l'économie sur l'échelle de la durée
- Des techniques de fabrication qui assurent une sécurité optimale aux clients

Sur l'économie

- La promotion du "Made in Cameroon"
- L'apport à l'équilibre de la balance commerciale
- La consolidation de l'import substitution
- Le renforcement du Cluster à travers la maîtrise parfaite de la chaîne des valeurs



Standards internationaux, technologie unique en Afrique Subsaharienne



■ **Charpentes métalliques**

- Entrepôts métalliques
- Bâtiments agricoles
- Usines de production
- Hangars aéroportuaires
- Ouvrages métalliques Mall / Centres commerciaux
- Structures mixtes acier béton



- **Réalisation de charpentes du type PEB (Pre Engineered Buildings)**
- **Réponses adaptées à la demande client pour les typologies de matières premières**
- **Traitement de surface par grenaillage avec application de peinture type epoxy**

SÉCURITÉ INDUSTRIELLE : L'URGENCE D'UNE MISE EN APPLICATION DES NORMES



L'urgence de l'application des normes de sécurité en zone Industrielle

Face à la recrudescence des cas d'incendies, explosions et accidents dans le secteur industriel, les professionnels et les entreprises veulent définir un cadre stratégique pour le renforcement des capacités, la mise en réseau et le développement des solutions adaptées aux défis industriels actuels.

En 2022, Yvon Claire, Directrice d'une entreprise à Yaoundé a assisté impuissamment à un incendie provoqué par l'explosion d'un compteur dans sa structure. Ce drame a engendré des pertes humaines et économiques considérables. « Nous avons réalisé que notre négligence en matière de dispositifs de sécurité et l'absence d'un spécialiste en analyse et gestion des risques ont été déterminantes dans cette tragédie » témoigne cette directrice.

À l'instar de ce cas, le Cameroun a connu une recrudescence d'incidents industriels ces dernières années. Parmi les plus marquants, figurent l'incendie survenu à la société des Fermentations du Cameroun (FERMENCAM) et celui qui a frappé la société Prométal à Douala. Ces catastrophes ont causé d'importantes pertes en vies humaines et des dégâts économiques évalués à plusieurs milliards de FCFA, soulignant ainsi l'urgence de renforcer la sécurité industrielle.

À en croire, Bernard Yossa, expert en analyse et gestion des risques d'incendie et explosion, par ailleurs promoteur du Forum sur la sécurité industrielle, beaucoup de promoteurs d'entreprises prennent la sécurité comme un second rôle, pourtant ils pensent davantage à investir sans penser à protéger leurs investissements. « Ces trois dernières années, nous avons enregistré dans le cadre des entreprises environ 14 cas d'incendies et explosions. C'est trop quand on voit des pertes associées », déplore Bernard Yossa.

Cette situation, souligne le Capitaine Boris Ebanga, commandant de la 201^{ème} compagnie d'incendie de Douala, illustre la nécessité pour les sapeurs –pompiers et des professionnels formés en amont sur la gestion des risques industriels, de multiplier leurs actions sur le terrain. « Selon les statistiques d'intervention en 2025, nous sommes à peu près à 200 interventions liées aux incendies, aux situations, aux accidents de circulation et bien d'autres choses à Douala », relève-t-il. Le Capitaine Boris Ebanga ajoute que dans les industries, certaines situations ne surviennent pas quotidiennement. Mais lorsqu'elles se manifestent, elles entraînent des pertes importantes et mobilisent de nombreux moyens.

Ces drames industriels peuvent pourtant être évités si les entreprises respectent la loi en la matière. En effet, déplore Moïse Fandio, expert judiciaire près des cours d'appel et expert international en gestion des risques industriels, les lois et normes de sécurité au Cameroun sont de qualité, mais leur application reste problématique. À cet effet, il recommande aux opérateurs et à leur environnement de bien comprendre ces réglementations pour éviter des dommages. « Les promoteurs doivent s'assurer que leurs entreprises disposent de personnel qualifié en qualité, sécurité et environnement, et veiller à la mise en œuvre des lois et normes pertinentes », conseille Moïse Fandio.

Face aux nombres croissants d'accidents industriels et de risques évitables, la fondation Care Consulting World a organisé avec ses partenaires la 2^{ème} édition du forum national sur la sécurité industrielle sous le thème, « sécurité : un enjeu clé du développement industriel ». Cette rencontre s'est tenue à Douala du 18 au 20 mars 2025, avec pour objectif, d'inciter toutes les parties prenantes à ancrer la culture sécurité au cœur des pratiques industrielles.

Richard MEKONGO ONDOUA,
Chef Cellule de Développement Durable

FONAS 2025**MAGZI RENFORCE SON ENGAGEMENT POUR LA
SÉCURITÉ DES ZONES INDUSTRIELLES LORS
DU FONAS 2025**

Du 18 au 20 mars 2025, le siège du GECAM a accueilli la deuxième édition du Forum National sur la Sécurité Industrielle (FONAS), sous le thème « La sécurité : un enjeu clé du développement industriel ». Organisé par CARE CONSULTING WORLD et présidé par l'Inspecteur Général représentant du Ministre des mines de l'industrie et du développement technologique (Minmidt). Cet événement a réuni les acteurs clés du secteur, dont ceux de la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (Magzi) y compris, institution camerounaise

pivot dans la sécurisation des espaces industriels. En tant qu'aménageur et gestionnaire institutionnel, la MAGZI a réaffirmé son engagement à réduire les risques d'accidents et à garantir un environnement sécurisé pour les entreprises en activités sur ses espaces industriels. Lors des débats, ses représentants ont insisté sur l'importance d'une approche proactive, combinant normes rigoureuses, audits réguliers et collaboration avec les services de secours notamment les sapeurs-pompiers. « Notre mission va au-delà de l'aménagement ; elle inclut la protection de l'environnement et des investissements.

La zone industrielle en elle-même n'est pas un modèle de sécurité. C'est un environnement à risque où la sécurité doit être gérée de manière proactive à travers un plan de sécurité complet et régulièrement mis à jour », a déclaré M. MEKONGO ONDOUA Richard, Chef de Cellule du Développement Durable à la MAGZI. Pendant le forum, l'institution a partagé son expérience dans la mise en œuvre des plans de prévention et de gestion des risques



MAGZI au Forum National sur la Sécurité Industrielle

sur mesure, adaptés aux spécificités des différentes zones industrielles du Cameroun. Ces plans incluent des protocoles d'urgence coordonnés avec les pompiers et les autorités locales, ainsi que des campagnes de sensibilisation auprès des entreprises pour renforcer la culture de la sécurité.

La MAGZI a également souligné son rôle dans l'harmonisation des normes nationales avec les standards internationaux, pour booster les investissements nouveaux dans les zones industrielles. L'Inspecteur Général du MINMIDT a salué les efforts de la MAGZI au cours de son allocution : « Leur travail sur le terrain, notamment dans les zones de Douala et Yaoundé, montre qu'un système de management rigoureux d'avantage axé sur la prévention des sinistres plutôt que leur gestion réduit considérablement les incidents. La MAGZI est un partenaire essentiel pour concrétiser notre vision d'une industrie camerounaise compétitive et sécurisée ». En marge des discussions, la MAGZI a annoncé un renforcement des inspections techniques dans ses zones, avec un accent sur

l'auscultation des infrastructures et les industries à haut risque. Cette résolution s'inscrit dans une stratégie plus large visant à atteindre zéro accident d'ici 2035, en s'appuyant sur des partenariats renforcés avec le Minepded, Minmidt, Minat, Mindef, la Dgsn et les acteurs de la société civile œuvrant dans la protection civile.

Alors que le FONAS 2025 a clos ses travaux sur un appel à l'action collective, la MAGZI continue d'incarner une référence en matière de sécurité industrielle au Cameroun. Son engagement alliant rigueur opérationnelle et vision à long terme, rappelle que le développement économique ne peut prospérer sans un cadre sécurisé une conviction qui guide les projets de tous les partenaires au développement durable des zones industrielles. Chaque projet, chaque décision et chaque partenariat de l'institution. « Des zones industrielles sûres, pour un Cameroun prospère. »

MANON NANG Isaac,
Ingénieur des travaux QHSE

DOUALA :**LE DG DE LA MAGZI S'ENGAGE DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ**

Interview du DG de la MAGZI après la visite des travaux dans les deux zones industrielles MAGZI-Douala

Diverses doléances, relatives à la sécurité, l'accessibilité etc., soumises par des entreprises au Directeur Général de la MAGZI, en visite de travail dans la capitale économique du 1er au 06 décembre 2025.

De nombreuses entreprises de la zone industrielle de Bassa à Douala sont victimes d'actes de banditisme ou de grande criminalité. C'est ce qui ressort d'interventions faites le jeudi 05 décembre 2025 lors d'une réunion initiée par le Directeur Général de la Mission d'aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI). Georges Christol Manon, venu en visite de travail à Douala, a ainsi appris l'infortune d'employés agressés le soir en partant du travail, entendu parler d'installations « visitées » par des malfaiteurs, et d'autres faits préoccupants. Faits qui perturbent la quiétude des occupants de cette zone industrielle située dans l'arrondissement de Douala III. Les doléances recueillies n'ont pas porté que sur l'insécurité.

D'autres entreprises, notamment dans la zone industrielle de Bonabéri (Douala IV), déplorent des difficultés d'accès à leur site, ce qui nuit à leurs clients et fournisseurs. Au nombre des griefs émis également, des problèmes de voisinage entre unités industrielles : une entreprise dont les rejets-émissions de fumée par exemple-polluent les produits d'une

autre ; un mastodonte dont les eaux usées compromettent, en raison d'un problème de drain, l'exploitation d'une société de moindre calibre aux installations adjacentes... Les problèmes d'incendie et les soucis d'éclairage public n'étaient pas en reste.

Les doléances recueillies n'ont pas porté que sur l'insécurité.

D'autres entreprises, notamment dans la zone industrielle de Bonabéri (Douala IV), déplorent des difficultés d'accès à leur site, ce qui nuit à leurs clients et fournisseurs.

Les échanges du 05 décembre, auxquels ont pris part les responsables de l'EZIMAD (Entreprises des zones industrielles Magzi de Douala), ont ensuite été meublés par des propositions de solution. Et des promesses d'action (un grand centre de sécurité incendie est annoncé par les pouvoirs publics, avec l'appui

d'une grosse société de métallurgie implantée localement). Pour Bassa, les sociétés pourraient mutualiser leurs efforts contre l'insécurité. En mettant sur pied dans un premier temps des comités de vigilance, en installant un dispositif de surveillance hors de portée des malfaiteurs... Avant, plus tard, de prévoir des installations définitives, postes de police ou de gendarmerie, où des éléments des forces de sécurité et de maintien de l'ordre seraient disposés de manière durable.

En attendant, Georges Christol Manon a invité ses interlocuteurs à davantage œuvrer au sein de l'Ezimag, entité censée adresser nombre des problèmes soulevés pendant sa visite à Douala, notamment les soucis de voisinage. Georges Christol Manon a ensuite enfilé sa casquette de bailleur, pour interpellier ses vis-à-vis par rapport aux poids de leurs arriérés à ce jour : trois milliards de francs pour les deux zones industrielles. « Faites un effort ! », a-t-il déclaré.

**Kede Kede,
Chef Celcom**

1 MAY 2025**INTERNATIONAL LABOUR DAY CELEBRATION IN MAGZI***1 May activities*

Staff of the INDUSTRIAL ZONES DEVELOPMENT AND MANAGEMENT AUTHORITY Ltd. better known by its French acronym MAGZI, gathered on May 1 2025 at their Head Office in Mvan, Yaoundé to commemorate the 139th International Labour Day. The deputy Director General of MAGZI MABIOM AKBORD CHRISTOPHE representing the Director General, seized the opportunity to express his appreciation for the dedication and hard work of collaborators. He underscored the body's commitment to the continuous training and capacity building of its staff, emphasizing its critical role in navigating an ever-changing Professional landscape.

A key highlight of the Deputy Director General's address was the reaffirmation of MAGZI'S dedication to fostering social dialogue between the top Management and its employees. This aligns with this year's Labour Day theme. He also encouraged the workforce to actively develop their bilingualism skills, a valuable asset in Cameroon's diverse environment and moved from table to table, shook hands with his collaborators, encouraging them to continue the good work. Earlier in the proceedings, the staff Representative, KEHBUMA Serge, acknowledged

the positive strides made by the management in improving the working conditions of the employees. While recognizing these efforts, he emphasized the potential for further advancements so that MAGZI can efficiently fulfil its crucial goal of developing Industrial zones for production and processing. The staff Representative also underlined that dialogue between top Management and staff is fluid.

The International Labour Day celebration in MAGZI was equally a moment to hail our retired staff for the huge nation building task carried out through their stay in MAGZI. It was a day to show appreciation by bidding them farewell with their new lives. The Management on that day presented gifts of their choices to the two retirees. This year we had a cumulated 47 years of service rendered to MAGZI for two retired personnel (19 and 38) years of service respectively. The ceremony concluded with merry-making.

NDOBE AMATE Gwendoline,
Bureau head for discipline and evaluation

SOLIDARITÉ

LES AMAZONES DE LA MAGZI EN SOUTIEN AUX FEMMES DÉPLACÉES INTERNES DU NOSO



Remise des dons aux déplacées du NOSO, par les Amazones de la MAGZI

Le 03 mars 2025, un élan de solidarité profond a réuni les Amazones de la MAGZI, sous le patronage de Madame MANON Sidiki, épouse du Directeur Général de la MAGZI, dans un acte de soutien envers les femmes déplacées internes.

L'ONG CEFONEV, fondée par Madame Sylvie AFOR ACHI, œuvre sans relâche pour venir en aide aux femmes déplacées internes du NOSO qui ont tout abandonné, fuyant la guerre dans l'espoir de recommencer une nouvelle vie. Recommencer n'étant jamais simple, ces femmes font face à des défis quotidiens notamment : manque de moyens pour se loger, se nourrir, habiller leurs enfants et la difficulté à subvenir aux besoins scolaires et éducatifs des plus jeunes, et surtout, une souffrance persistante née de la guerre qui les a privées de leurs proches.

Sensible à cette détresse, le groupe des Amazones de la MAGZI, pour la plupart mères elles-mêmes, a décidé d'offrir un moment d'espoir et d'humanité à ces femmes éprouvées au quartier Obili dans l'arrondissement de Yaoundé VI. Leur action a été symbolisée par des dons de produits de première nécessité à l'instar des matelas, du riz, du maïs, des cartons de savons, d'huile raffinée et des boîtes de tomates et bien d'autres. Mais plus encore, c'est un message de solidarité et d'espoir que les Amazones ont apporté, réchauffant le cœur des bénéficiaires.

Le moment le plus émouvant de cette journée fut sans aucun doute la phase des témoignages. Les victimes ont partagé le calvaire de leur quotidien, évoquant les pertes tragiques de leurs époux et enfants, emportés par le conflit. Les émotions étaient palpables. Chaque récit, chaque mot, chaque larme

versé venait rappeler la brutalité de la guerre et la force incommensurable qu'il faut pour survivre à un tel traumatisme.

Subséquent, certains membres des Amazones, profondément touchées par cette souffrance, ont pris la décision d'aller au-delà des dons matériels. Elles ont choisi d'offrir une aide financière, apportant un soutien tangible à ces femmes, leur permettant ainsi de se relever plus vite.

Cette journée de partage, empreinte d'émotion, a permis à toutes celles présentes de repartir avec une leçon importante : rien ne vaut la paix. La paix est un bien précieux, un idéal vers lequel nous devons tous tendre. Un idéal qui permettrait à ces femmes de se reconstruire et de rêver à nouveau.

En écho aux paroles du Président de la République du Cameroun, Paul Biya, qui se décrit comme un «mendiant de la paix», les Amazones de la MAGZI ont exprimé leur désir profond de voir le Cameroun redevenir ce havre de paix qu'il a toujours été. Elles souhaitent de tout cœur que ce pays, aimé et envié des autres, retrouve sa stabilité et son harmonie, pour que plus jamais de femmes, de mères et d'enfants ne soient contraints à fuir leur terre, victimes d'une guerre sans fin.

Les Amazones de la MAGZI, le 3 mars 2025, ont non seulement fait un don matériel, mais ont également semé un espoir inébranlable, rappelant à tous que la paix est la plus belle des victoires.

Pèlerine EMAMBO,
Chargée d'Etudes Assistante N°1/Celcom

TRAINING

MAGZI OFFERS ITS DEVELOPMENT AND MANAGEMENT OF INDUSTRIAL ZONES EXPERTISE TO THE KRIBI PORT AUTHORITY

This initiative is part of the PAK's ongoing improvement in the management of industrial port projects. The Managing Director of the Kribi Port Authority (PAK), Patrice MELOM, sent a multi-disciplinary technical team comprising executives from the Environment, Land Management, Building Studies and Works, Superstructure and Infrastructure Studies and Works departments to MAGZI for a Benchmark on the monitoring of Temporary Occupation Permits (TOP) and various other industrial development projects.



Kribi : working and discussion session

The aim was to acquire new knowledge and benefit from best practice in the development and management of industrial zones. This sharing of experience is part of PAK's continuous improvement in the management of industrial port projects, with a view to guaranteeing greater efficiency, technical control and compliance of its management with the most demanding standards in the sector.

MAGZI took the opportunity to share its experience and know-how in terms of creating and managing industrial zones through various presentations, covering all the stages involved in setting up industries on dedicated sites, while also highlighting the legal framework governing this activity.

The team expressed its satisfaction with the knowledge acquired in terms of procedures for

establishing companies in their zones. This working session, they said, had provided clear answers to the grey areas that make it difficult for them to establish companies in their industrial port zones and to better monitor TOP contracts.

The team also asked for MAGZI's continued support in view of the rigorous technical and environmental management required for the development and management of industrial lands.

The working and discussion session was held on Wednesday 16 April 2025 at MAGZI's Head Office in Yaoundé.

Pascal KEDE,
Communication Unit

BERTOUA**DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BOISSON DU CAMEROUN SE PROJETTE DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE LA MAGZI BONIS**

Présentation de la zone industrielle MAGZI de Koume-Bonis à Bertoua

Le Directeur Général des Boissons du Cameroun, Stéphane DESCAZEAUD, accompagné d'une forte délégation a visité le mardi 01 avril 2025 la zone industrielle MAGZI de Koume-Bonis à Bertoua pour le développement futur de leurs activités brassicoles. Compte tenu de l'importance des projets à mettre en œuvre, le Directeur Général de la MAGZI, Christol Georges MANON a commis à cet effet deux de ses proches collaborateurs, notamment le Directeur Commercial et Marketing, et le Directeur Technique et du Développement Durable assistés du Chef de Bureau MAGZI Bertoua pour un meilleur accueil et une excellente présentation de la zone industrielle. La MAGZI montre par-là, sa place au cœur de l'industrialisation et l'intérêt du Gouvernement de faciliter l'implantation des entreprises au Cameroun.

Pour mémoire, les boissons sont partenaires de longues dates de la Magzi du côté de la zone industrielle MAGZI Bonaberi. Par ailleurs, Magzi Bertoua de Koume-Bonis dispose d'une superficie de 104 hectares, multi secteurs où sont déjà implantées plus une demi-douzaine d'entreprises. Bertoua, au Cameroun, a un fort potentiel de développement économique et social. Située à mi-chemin entre Yaoundé et la République Centrafricaine, elle est un carrefour important et un centre de transit. Le développement local a attiré des investissements importants, notamment en infrastructures.

L'économie de Bertoua repose principalement sur l'exploitation forestière, qui constitue l'une des principales activités de la région de l'Est. Les vastes forêts environnantes fournissent du bois précieux

exporté à travers le pays et au-delà des frontières. En outre, l'agriculture joue un rôle crucial dans la subsistance des populations locales, avec des cultures telles que le cacao, le café, le manioc et la banane plantain. L'élevage et la pêche contribuent également à l'économie locale, bien que dans une moindre mesure.

En tant que capitale régionale, Bertoua dispose d'infrastructures administratives importantes, notamment des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. Ces infrastructures attirent des populations des localités environnantes, contribuant ainsi à l'expansion urbaine et au dynamisme de la ville. Cependant, Bertoua fait face à des défis liés à l'accès aux infrastructures modernes et à la gestion de la croissance urbaine rapide. Les autorités locales travaillent à améliorer les services de base, notamment l'accès à l'eau potable, à l'électricité et aux infrastructures routières, afin de répondre aux besoins croissants de la population.

Avec son potentiel économique et culturel, Bertoua reste une ville clé dans le développement de la région de l'Est du Cameroun. Son rôle en tant que centre de transit et d'exploitation des ressources naturelles, ainsi que son héritage culturel, en fait une commune prometteuse pour l'avenir.

Bureau Bertoua

LA MAGZI S.A ACCUEILLIE COMME 93ÈME MEMBRE AU SEIN DE L'ORGANISATION DES ZONES ÉCONOMIQUES AFRICAINES (AEZO)



Magzi à la 9^{ème} réunion annuelle de l'AEZO :

L'Organisation des Zones économiques spéciales africaines (AEZO)

en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA), le ministère du Kenya en charge des Investissements, du Commerce et de l'Industrie (MITI) et l'Autorité des zones économiques spéciales du Kenya (ZES AUTHORITY) avec l'appui d'autres partenaires bilatéraux et internationaux ont organisé en date des **27 au 29 Novembre 2024** au Kenyatta International Convention Centre (KICC), à Nairobi, au Kenya, la 9^{ème} réunion annuelle 2024 dédiée aux zones économiques spéciales de l'Afrique. Les activités se sont tenues autour du thème :

« **Construire des économies résilientes, inclusives et durables : le rôle des ZES africaines dans l'attraction**

d'investissements à fort impact et la redéfinition de la compétitivité ».

L'événement a réuni plus de 400 participants issus des adhérents représentants des ZES africaines, des organisations internationales à l'instar de l'ONUDI, la CNUCED, l'UE, la GIZ, la JICA, la CEA, la BM, la WFZO, la BAD, le BIT, etc., les représentants des ministères techniques de certains pays africains, des organismes de la société civile, les chambres consulaires, ainsi que certains acteurs économiques.

La cérémonie solennelle d'ouverture des travaux de cette réunion annuelle des Zones économiques spéciales africaines (ZES) a connu un éclat retentissant, avec la présence effective du Président

de la République du Kenya, Son Excellence **Dr. William Samoei Ruto**, Commandeur en Chef des Forces Armées, venu personnellement présider cet événement le 28 Novembre 2024.

Le Président kenyan a félicité l'initiative de l'AEZO de fédérer les organes en charge des zones économiques, zones industrielles et parcs industriels du continent pour accélérer le développement économique de l'Afrique en liaison avec l'agenda 2063 de l'Union Africaine. Il a également réitéré la ferme volonté politique du Kenya et de tout son Gouvernement à soutenir le développement des zones économiques spéciales dans les standards internationaux les plus élevés, pour plus d'attraction des investissements directs étrangers, natio-

naux et de la diaspora africaine. Il souligne l'importance des ZES dans le développement du commerce, de la production et de l'industrialisation qui constituent un catalyseur certain permettant d'exploiter l'immense potentiel du continent africain. Il a ainsi engagé toutes les nations africaines à créer des collaborations étroites entre elles à travers les zones économiques spéciales, des synergies d'actions et des complémentarités dans les filières industrielles afin de stimuler la transformation collective vision partagée de la ZLECAF d'un marché de 1,4 milliards de personnes.

Au cours de la réunion annuelle 2024 de l'Organisation des zones économiques africaines (AEZO), la MAGZI a participé et adhéré comme 93^{ème} membre de cette organisation qui compte 46 pays d'Afrique. Le Directeur général de la MAGZI Monsieur **Christol Georges MANON** pour cette première participation était représenté par Messieurs **AMBASSA Mathieu Désiré et EPONGO Simon Frédéric**, respectivement Directeur Commercial et Marketing et Directeur Technique et du Développement Durable.

Il faut dire que l'Organisation des zones économiques africaines (**AEZO**) est une association continentale composée d'institutions publiques et privées de premier plan en charge du développement, de la gestion et de la promotion des zones économiques



Magzi à la 9^{ème} réunion annuelle de l'AEZO :

en Afrique. Fondée en novembre 2015 par **Tanger Med**, l'Organisation des zones économiques africaines (AEZO) s'efforce de soutenir les projets des zones économiques africaines et de renforcer les relations au sein de son écosystème en mettant l'accent sur la croissance et la prospérité.

L'AEZO est guidée par ses orientations stratégiques pour « favoriser le partage collectif des connaissances, fournir une assistance stratégique et technique, se connecter avec un réseau d'affaires international et promouvoir des modèles et des pratiques économiques durables ». Ses multiples réalisations sont illustrées sur son site Internet : www.africaeconomiczones.com et sa page facebook : Africa Economic Zones Organization.

Les travaux de cette 9^{ème} réunion annuelle ont abouti aux orientations et recommandations majeures ci-après : La nécessité pour chaque pays de disposer d'une volonté

politique forte et un engagement visible de développer les zones économiques spéciales par des actes concrets contenues dans un document de planification ;

L'impérieuse nécessité pour les Gouvernements Africains de disposer d'un cadre de gouvernance solide afin de mieux exploiter le potentiel de croissance économique qu'offre les ZES en relevant les défis liés à l'acquisition des terres,

la réglementation environnementale et l'inclusion sociale ;

L'amélioration de la gouvernance au sein des structures de gestion des ZES,

La création, l'aménagement et la gestion des ZES sur les modèles PPP gage de succès, de rentabilité et de création massive d'emplois,

La nécessité pour les ZES d'exploiter la numérisation comme moyen de se développer et de générer un impact économique plus important

en adoptant l'industrie 4.0, en améliorant les installations TIC au sein des zones, les bandes passantes, la promotion numérique des zones ainsi que les entreprises qui s'y trouvent. Disposer des sites web interactifs intégrés avec le SIG (Système d'information géographique) qui permettent de remplir des formulaires d'implantations des entreprises en ligne couplé d'un logiciel de relation client interconnecté en liaison également avec l'agence de promotion des investissements du pays. La ZES devra disposer des pages Facebook, LinkedIn et mettre en œuvre une stratégie permanente des médias sociaux ; L'engagement d'intégrer les politiques de développements durables dans la gestion des ZES qui favorisent l'innovation, la compétitivité et donnent par ailleurs accès aux financements de l'économie verte ;

La mise à niveau des ZES dans les standards mondiaux reconnus et la nécessité d'une meilleure implantation des ZES qui devrait être à proximité des ports, des rails et des autoroutes afin de garantir son attractivité, un approvisionnement des matières premières dans des délais et des coûts réduits ; et l'assurance d'une meilleure exportation des produits finis à l'export et un écoulement rapide dans le marché intérieur .



L'engagement fort de la certification des ZES pour s'arrimer aux standards internationaux ESG (Environnement, Sociale et Gouvernance) en disposant des principales normes recommandées suivantes gages d'attrait des IDE : Gestion de la qualité (ISO 9001), Gestion environnementale (ISO 14001), Gestion de l'énergie (ISO 50001), Responsabilité Sociétale et Durabilité (ISO 26000) ; La diversification des ZES dans les domaines tels que le tourisme, la finance, les technologies de l'information et de la communication ;

1. La nécessité de la complémentarité des ZES dans les espaces économiques régionaux Africains afin d'être compétitifs, mieux adresser les chaînes de valeurs mondiales et développer davantage le marché inter africain dans le cadre de la ZLECAF d'une population de plus 1,4 milliards d'habitants.

Sur le plan statistique, l'Afrique dispose de **240 Zones économiques spéciales (ZES)** représentant **4%** des **5400 ZES** dans le monde. Le Kenya dispose la part la plus importante en Afrique avec 61 ZES, 38 pour le Nigeria, 26 pour le Maroc, 18 pour l'Ethiopie. Le reste est réparti dans les autres pays.

Au cours de ses travaux, l'Organisation des Zones Economiques Africaines (AEZO) et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) ont procédé à la signature d'un **mémorandum d'entente** pour formaliser la coopération entre les deux parties et aligner leurs efforts sur les ambitions d'industrialisation du continent africain. La **10^{ème} réunion annuelle** de l'AEZO se tiendra en Angola en 2025, à travers l'adhérent hôte **Luanda Bengo Special Economic Zone**.

**Ambassa Mathieu,
Directeur Commercial
et Marketing**

SANTÉ OCULAIRE EN MILIEU PROFESSIONNEL



Campagne de dépistage des maladies oculaires organisée par la fondation AFRICA OPHTHALMOLOGY NETWORK,

Considéré comme l'environnement physique et social dans lequel un travailleur exerce une activité professionnelle, le milieu professionnel représente également une sphère dans laquelle toute personne évolue dans son travail. Dans ce cadre, plusieurs employés peuvent être exposés à de nombreux maux (maladies) d'origine professionnelle qui peuvent entacher l'exercice de leur fonction. Ces expositions peuvent être dues entre autres, à des nuisances physiques ou chimiques, du stress et trouble mental, des troubles musculo-squelettiques, fatigue visuelle, troubles de la vue, etc.

Dans le cadre des activités de la MAGZI S.A, les employés ne sont pas en marge quant aux expositions à des maux qui minent leur santé en occurrence la santé oculaire. Le travail de bureau, et notamment sur écran, est un des facteurs de risque de fatigue oculaire les plus fréquents chez les salariés. En effet, passer de longues heures devant un ordinateur peut provoquer fatigue visuelle, sécheresse oculaire et troubles de la vision à moyen terme.

Afin de prévenir ce type de phénomène d'une part, et remédier aux cas constatés d'autre part, le Directeur Général de la Magzi a répondu favorablement à la campagne de dépistage des

maladies oculaires organisée par la fondation AFRICA OPHTHALMOLOGY NETWORK, qui s'est tenue au sein de la Direction Générale de la Magzi. Les personnels de la Direction Générale et ceux de l'Antenne de Yaoundé ont répondu présents à ladite campagne qui s'est étalée sur trois jours, du 5 au 7 mars 2025. Au terme des consultations et examens oculaires, les cas avérés ont directement été signalés et confiés à la société d'assurances en charge des soins médicaux des personnels de la MAGZI SA à savoir CHANAS ASSURANCES SA.

Au-delà de l'inconfort visuel facilement perceptible, des conditions défavorables de vision entraînent des conséquences sous-estimées sur les risques encourus par la perte de concentration, la perturbation psychologique entraînant multiplication des erreurs, baisse de qualité dans l'exécution des tâches, qui sont responsables de nombreux accidents du travail. Ce geste de Monsieur le Directeur Général de la MAGZI SA vient à cet effet accompagner ses collaborateurs dans l'amélioration de leur santé oculaire, favoriser leur bien-être dans l'accomplissement de leurs tâches et réduire les risques liés à leur emploi.

DJUIMGHEU Frède,
Chef de Bureau des Actes de gestions

BILINGUALISM ON THE MOVE AT MAGZI LTD



Training session in bilingualism at Magzi Ltd.

Bilingualism is more and more a tangible management asset in the Industrial Zones Development and Management Authority. The rate of implementation of official bilingualism recommendations in MAGZI is seriously hiking as a result of numerous resolutions taken by the Director General. The stability in the bilingualism rate observed recently is the result of two trends: the increase in the rate of French-English bilingualism from a keen observation and analysis, the number of staff who are now able to have a conversation in English and French has continued to grow in MAGZI.

We must equally indicate that having an officially bilingual government is a guarantee to citizens that the government will provide its services in English and in French, where demand warrants. This is why greater French-English bilingualism is of particular interest in Cameroon: it fosters mutual understanding and communication between English- and French-

speaking communities and it ensures that the right of users to receive services in either official language is respected.

Regarding the practical measures that have been taken to arrive at this sharp rise in bilingualism in MAGZI is the systematic translation of internal and external documents. Through this constant availability of working documents in French and English, officially bilingualism is shaping the attitude of workers towards expressing themselves in English and in French.

Moreover, there are new trends in State companies that of instituting a bilingualism day. In MAGZI, the Director General opted for an English-speaking day in a bid to indirectly coerce his collaborators to express themselves in English. On this day, everything is the working language, service memos are produced in English, every correspondence sent to the top management is written in English, meetings that fall on that day are done in English, etc.

With this strategy, workers have learnt to carefully prepare themselves at the approach of Wednesday. The personnel are gradually making English a must-speak language in order to belong to a class of respected and respectable citizens.

It is worth noting that before law No. 2019/019 of 24 December 2019 on the promotion of official languages in Cameroon, the Director General of MAGZI had already proceeded to the building of the capacity of workers by registering them in Pilot Linguistic Centres in 2017. This particular aspect is glaringly highlighted in the aforementioned law in its section 12.

Under the follow-up of the Translation and Bilingualism promotion unit, the top management renewed training of personnel this time around through an in situ bilingual programme wherein personnel received lessons as early as 7:30 a.m. (twice a week for six months) before getting into active office

work. This move was in line with **SECTION 6: (1) "Officials of government services and regional and local authorities shall, in the entities under their responsibility, ensure the training of their staff in the use of English and French."** From the foregoing, it goes without saying that MAGZI has basically fulfilled most of the requirements necessary to be termed bilingual company. This training was carried out nationwide.

The result of this training is tangible, as personnel can fluently express themselves, write their correspondences in English for French-speaking staff and French for English-speaking staff. They can now courageously face bilingual Wednesdays.

In as much as several bilingualism aspects have been covered, there are still many minor issues to resolve to make things completely right.

Serge Kehbuma, Celtrad

Menda Carole Level A2 This training was welcome, as it came to refine and improve the English language I already knew. It was tailored-made, lessons focused on speaking and writing and some grammar.



Fride Mgba Level B1, I didn't believe I had many other things to learn, but as the training went on, I noticed I had a lot to gain in order to make my English more idiomatic. We worked on official writing exercises, conference speaking and dialogues on several topics.



Mekena Eric Level A1 : We are first grateful to the top management for this opportunity we were given to catch up with lessons we did not take seriously back in our school days. The importance of speaking both languages is that it will help me provide services to users in either of the official languages.

Serge Kehbuma, Celtrad



COUNCILS SIGN PARTNERSHIP WITH MAGZI

A support agreement was signed between the Industrial Zones Development and Management Authority and the United Cities and Councils of Cameroon in Yaounde on June 3, 2025.



Signing of the agreement, with United Cities and Councils of Cameroon

The Industrial Zones Development and Management Authority (MAGZI) and the United Cities and Councils of Cameroon (UCCC) signed a new industrial partnership in Yaoundé on June 3, 2025. Signing took place on the side-lines of the Economic Days of Councils (JEICOM 25) unfolding at the Yaounde Conference Centre from June 2 to 4, 2025. The ceremony brought together representatives from several Councils across the country for discussions under the theme: "Creation of zones for industrial activities by councils : The role and mission of the Industrial Zones Development and Management Authority." The agreement stems from the Public-Private Partnership (PPP) Law of July 25, 2023 which grants local Councils the legal authority to engage in such partnerships for developmental projects. This landmark legal

framework has opened the door for Councils to play a more direct role in Cameroon's industrial expansion.

During the session, MAGZI held practical workshops with Mayors and Council representatives, with development experts, guiding them through the stages of project development. From identifying viable ideas and suitable land to conducting market research, attracting funding, and launching construction. Land acquisition and financial limitations were highlighted as common challenges, and MAGZI responded by presenting multiple land appropriation and financing models adapted to local realities. MAGZI's Director General, Christol Georges Manon, emphasized that the institution's doors are now open to all councils. "From the signing of this agreement,

all Councils can approach us directly. We are ready to support their projects to own and develop industrial zones," he said.

Echoing this enthusiasm, the President of the United Cities and Councils of Cameroon, Augustin Tamba welcomed the partnership, calling it a timely solution to one of the most persistent problems Councils face. "This will go a long way in helping solve the financial issues most Councils are dealing with. It is essential for such initiatives to keep sprouting" he said. Both parties acknowledged that the waters have been tested and it is certain that councils are eager to carry out industrial development projects, they promised further initiatives of this kind to reach all 360 councils nationwide.

Communication unit

CVUC ET LA MAGZI : UN PARTENARIAT POUR L'INDUSTRIALISATION

La convention ratifiée entre la MAGZI et l'association CVUC le 3 juin dernier aux JEICOM25 à Yaoundé, vise à mobiliser un accompagnement consensuel pour la construction d'industries dans les villes.



Signature de l'Accord

Le choix, l'aménagement et la mise en valeur des zones d'activités industrielles impactent l'économie locale. L'animation de ces sites attire des investissements et améliore la qualité des infrastructures au sein des communes. C'est aussi un important vivier d'emplois, un stimulateur d'innovations et d'autres atouts diversifiant l'économie et le développement des chaînes de valeur locales. La valorisation de ces atouts était au centre de la signature d'une convention de partenariat entre l'association Communes et villes unies du Cameroun (CVUC) et la Mission d'aménagement et de gestion des zones industrielles

(Magzi). C'était le 3 juin dernier en marge de l'édition 2025 des Journées économiques internationales des communes du Cameroun (Jeicom 25).

Augustin Tamba et Christol Georges Manon se sont respectivement engagés au nom des institutions qu'ils représentent à multiplier la disponibilité des zones et parcs industriels, à attirer des entreprises qui embauchent des travailleurs et améliorent le niveau de vie dans les localités du pays. Un atelier organisé sur le thème de « la création des zones d'activités industrielles par les CTD : le rôle de la mission d'aménagement et de gestion des zones industrielles », a permis,

à la faveur de cette convention, de décliner les missions et la contribution des différents acteurs, principalement de la Magzi. Les acteurs privés ont aussi été motivés à profiter des passerelles et de l'accompagnement de ces acteurs pour implanter des industries dans les villes. Ce qui en fera un partenariat mutuellement bénéfique pour tous. Surtout dans une perspective d'émergence des villes de production au Cameroun.

La Direction Commercial et Marketing

MAGZI YAOUNDE : ENVOY ASSESSES NWRA LAND USE



Visit of the MAGZINEWS reporting team to Bamenda

The Translation Unit Head at The Industrial Zones Development and Management Authority (MAGZI) Headquarters in Yaoundé, Kehbuma Serge, on Thursday, May 15, 2025, undertook a strategic visit to the President of the North West Regional Assembly, Prof. Fru Angwafo III, at the Assembly's headquarters in Bamenda.

The purpose of the visit was to get firsthand insight into how far the North West Regional Assembly has advanced in exploiting the 5 hectares of land acquired from MAGZI at mile 6 Nkwen. With industrialisation high on Cameroon's decentralisation agenda, the visit marked a vital moment of follow-up, evaluation and projection.

Following an in-depth tête-à-tête with the President of the Regional Executive Council, Mr. Kehbuma expressed satisfaction with the progress reported. "I'm impressed with the updates I received today. This gives us a clear picture of the vision and commitment of the North West Regional Assembly, and I will duly brief our hierarchy," he stated confidently.

He was flanked by the North West Regional Bureau Chief of MAGZI, reinforcing the institution's intent to maintain a hands-on approach in ensuring regional land allocated for industrialisation is purposefully utilized.

The visit underscored a shared vision between MAGZI and the Assembly, to transform land into livelihood, and policy into

productivity. As the Assembly advances its Peace and Development Initiative, this land project stands as a beacon of what local governance can achieve when backed by institutional willpower.

It should be noted that MAGZI (The Industrial Zones Development and Management Authority), is a body responsible for creation and promotion of industrial zones. It helps in the implementation of the development and industrialisation policy of the Republic of Cameroon.

Bamenda's Bureau

DANSE SPORTIVE FITNESS : LES AMAZONES SE RENFORCENT TOUT EN S'AMUSANT



Activités des femmes de la MAGZI pendant le 08 Mars

Au bout d'une heure et trente minutes d'effort, les femmes de la MAGZI dites « AMAZONES » se sont données à cœur joie dans la pratique du sport, à travers la danse Fitness au sein même de la Direction Générale MAGZI SA sis à Mvan-Yaoundé. Le 7 mars dernier, et ce, en prélude de la 40^{ème} édition de la Journée Internationale de la femme sous le thème « Pour toutes les Femmes et Filles Droit-Égalité et Autonomisation », les Amazones du mouvement sportif de la Magzi se sont donné rendez-vous à 9 heures précises dans l'enceinte de la Direction générale. Les activités de la journée ont démarré avec la danse sportive sous la supervision d'un coach fitness, dans l'optique de marquer aussi de

leurs empreintes fusionnant ainsi le sport et le loisir grâce à des rythmes endiablés.

Durant cette pratique sportive qui s'est achevée à 10h30 minutes, les AMAZONES de la MAGZI ont fait preuve de détermination, associant gymnastique à la gestuelle de la danse avec des exercices cardiovasculaires et musculaires afin d'apporter au corps un entraînement complet.

Nous pouvons voir (en image) sur les visages des AMAZONES toutes souriantes, relâchées et décontractées après cette danse Fitness qui leur a fait beaucoup de bien et ceci, sous la supervision Madame Nang Marie Solange, point focal des femmes de la MAGZI. Elle s'est dit satisfaite de l'organisation et

de l'ambiance qui règne autour de cette pratique sportive, qui contribue non seulement à notre épanouissement mais également joue un rôle important pour notre santé.

Par ailleurs, elle n'a pas manqué de remercier le Directeur Général Christol Georges Manon qui demeure avant tout le premier sportif de la MAGZI et ne cesse de soutenir tout le personnel à la pratique du sport.

**MEDOU NDI Jean Marie,
Rapporteur/Sport MAGZI
CEA n°2/SDR**

MARCEL EFANGON DIT PASSY POUR L'ÉTERNITÉ



Marcel EFANGON dit Passy

Il était une fois, Marcel Efangon dit « Passy ». Un homme digne, aimable et valeureux. Alors qu'il nourrissait encore des rêves et des ambitions comme la plupart d'entre nous, il a été arraché à l'affection des siens le 23 mai 2025 des suites de maladie. Il a ainsi en posture de devancier, engagé un voyage pour l'éternité et la grande famille toute entière, les amis et les collègues ne cessent dans un élan d'affliction de lui exprimer reconnaissance.

Il était une fois, Marcel Efangon dit « Oncle », il repose désormais dans le grand abîme, la fosse insatiable. Tout seul, entre les quatre murs du caveau familial et dans la stricte intimité. Les proches l'ont accompagné à sa dernière demeure à nkilgoué, arrondissement de Nkolafamba, département de la Méfou-et-Afamba, et dont il était habitant de marque.

Il était une fois, Marcel Efangon dit « Président la Terre », il n'est plus des nôtres. Il a été appelé définitivement à Dieu pour l'éternité.

Il était une fois, Marcel Efangon dit « Marcelo Bielsa », il n'est plus de ce monde, il est passé de l'autre côté.

Ah ! qu'il est cruel ce monde, mais il a été créé ainsi, fatalement et de façon irréversible. On y vient, on y repart ; c'est le triste et cruel destin des hommes, la volonté du créateur suprême.

Ah « Celo », un personnage aux multiples visages et facettes.

« Celo », un être avenant, affable, sympathique, une personne énigmatique et même déroutante, mais qui ne laissait personne indifférente. Une personne qui savait distiller la bonne humeur autour de lui.

« Celo », un sympathique intrigant qui savait susciter l'intérêt et l'attention, qui savait allier curiosité et mystère.

« Celo », un personnage électrique et électrisant, une personne qui savait vous encenser, mais qui savait aussi vous chapitrer, voire vous charrier à bouche que veux-tu.

« Celo », un être divers et ondoyant, une personne qui savait être au-devant de la scène, mais qui savait aussi changer le cours de ses émotions et de ses convictions.

« Celo », un métronome comique et humoriste, une personne qui savait donner du rire et du sourire quand bien même vous étiez contracté ou angoissé.

« Celo », une figure de proue qui savait trouver les sources d'inspiration et les ressorts pour sortir des situations conflictuelles et difficiles.

« Celo », partir, c'est mourir un peu ; c'est mourir à ce qu'on aime. Les adieux sont difficiles, mais nous sommes reconnaissants pour chaque moment passé en ta compagnie.

Je tiens à te remercier pour les moments incroyables que nous avons partagés, chaque rire, chaque défi a contribué à nous faire grandir.

Il me semble que le moment est venu de te dire adieu. Les mots nous manquent pour exprimer à quel point le temps que nous avons passé ensemble a été précieux. Nous te remercions pour tous les moments partagés, les rires, les sombres et les souvenirs que nous avons créés. Nous garderons ces moments dans nos cœurs et les chérirons aussi lointain que nos vies nous porteront. Tu as été pour chacun de nous tous sans exclusive une personne formidable et si appréciée de tous. Ton départ laisse un vide dans nos cœurs, mais ton héritage de bonté et de bienveillance continuera à briller en chacun de nous.

Repose en paix l'artiste !

Charles ÉBÈNÈ NGANGUE,
Sous directeur des Actions Promotionnelles/DCM

RECETTE

TARO À LA SAUCE JAUNE

**Ingrédients :**

1. 2 kg de taro
2. 0,5 kg de Tripes de bœuf
3. 0,5kg de viande de bœuf sans os
4. 190 grammes d'huile de palme
5. 16 grammes de Sel gemme
6. 1 à 2 cuillères à soupe de condiments pour sauce jaune
7. 1l d'eau tiède
8. Sel
9. 1 à 2 Cubes Maggi (facultatif)
10. 1 piment

Préparation :

1. Cuire le taro avec sa peau dans une casserole pendant environ 2h ;
2. Éplucher les taros et les piler pendant qu'ils sont encore chauds. S'assurer qu'il n'y a plus de grumeaux en les écrasant, la pâte doit être lisse ;
3. N'hésitez pas à humecter légèrement la pâte si vous la trouvez un peu dure, une fois la consistance voulue obtenue, réserver ;
4. Cuire les tripes et la viande avec du sel pendant 2h à 3h environ et réserver. Mettre d'abord les tripes, et la viande 1h après car les tripes mettent plus longtemps au feu ;
5. Délayer les condiments pour sauce jaune dans un récipient et réserver ;
6. Défiger l'huile de palme en chauffant légèrement, puis mettre le morceau de sel gemme dans l'huile de palme et y verser une moitié de l'eau tiède. Mélanger ;
7. À l'aide d'un bol, une fois que l'émulsion est stabilisée, ôter le restant de sel gemme ;
8. Incorporer le sel préparation de condiments et mélanger ;
9. Incorporer les condiments dans la sauce jaune puis les tripes et la viande, rectifier l'assaisonnement, ajouter le piment entier. C'est prêt.
10. Servez chaud, bon appétit !

DJUIMGHEU Fride,
Chef de Bureau des Actes de gestions



MISSION D'AMÉNAGEMENT ET DE
GESTION DES ZONES INDUSTRIELLES S.A
INDUSTRIAL ZONES DEVELOPMENT
AND MANAGEMENT AUTHORITY Ltd.

FIERS DE VOUS ACCOMPAGNER DANS LA RÉALISATION DE VOS PROJETS

> Plusieurs entreprises sont déjà
implantées chez nous. Et vous ?

> Une offre simplifiée et adaptée

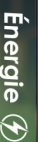
> Des zones entièrement viabilisées

> Des tarifs abordables



ZONE INDUSTRIELLE DE OMBÉ

Superficie **133 ha**

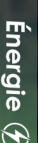


Proximité avec le Port
de Limbé et de Douala



ZONE INDUSTRIELLE DE BAMENDA

Superficie **44 ha**



Proximité avec le Nigeria

CONTACTS

Direction Générale

B.P. : 1431 Yaoundé - Cameroun

Tél./Fax : 00237 243 620 726

E-mail : magzicameroun@yahoo.fr

**Direction Commerciale
et Marketing**

Tél.: 00237 242 721 551

MAGZI, au Coeur de l'industrialisation !
www.magzicameroun.com